COUR INTERNATIONALE DE JUSTICE

RECUEIL DES ARRÊTS,
AVIS CONSULTATIFS ET ORDONNANCES

RÉSERVES A LA CONVENTION POUR LA PRÉVENTION ET LA RÉPRESSION DU CRIME DE GÉNOCIDE

AVIS CONSULTATIF DU 28 MAI 1951

1951

INTERNATIONAL COURT OF JUSTICE

REPORTS OF JUDGMENTS,
ADVISORY OPINIONS AND ORDERS

RESERVATIONS TO THE CONVENTION ON THE PREVENTION AND PUNISHMENT OF THE CRIME OF GENOCIDE

ADVISORY OPINION OF MAY 28th, 1951

LEYDE
SOCIÉTÉ D'ÉDITIONS
A. W. SIJTHOFF

LEYDEN
A. W. SIJTHOFF'S
PUBLISHING COMPANY

Le présent avis doit être cité comme suit :

« *Réserves à la Convention sur le Génocide, Avis consultatif : C. I. J. Recueil 1951, p. 15.* »

This Opinion should be cited as follows:

"*Reservations to the Convention on Genocide, Advisory Opinion : I.C.J. Reports 1951, p. 15.*"

N° de vente : Sales number 59

COUR INTERNATIONALE DE JUSTICE

ANNÉE 1951

1951
Le 28 mai
Rôle général
n° 12

28 mai 1951

RÉSERVES A LA CONVENTION POUR LA PRÉVENTION ET LA RÉPRESSION DU CRIME DE GÉNOCIDE

Compétence consultative de la Cour. — Exception déduite : de l'existence prétendue d'un différend ; du prétendu droit exclusif des parties à la Convention sur le génocide d'interpréter celle-ci ; de l'article IX de la Convention. — Rejet de l'exception.

Réponses limitées à la Convention sur le génocide. — Questions abstraites.

Réserves. — Objections. — Droit d'un État qui a formulé une réserve d'être partie à la Convention nonobstant l'objection faite à sa réserve par certaines parties. — Circonstances justifiant un assouplissement de la règle de l'intégrité. — Faculté d'apporter des réserves à la Convention ; intention de l'Assemblée générale et des États contractants ; fins supérieures de la Convention. — Critère de la compatibilité de la réserve avec le but et l'objet de la Convention. — Appréciation individuelle des États. — Absence de règle de droit international relative aux effets des réserves. — Pratique administrative de la Société des Nations et le l'Organisation des Nations Unies.

Effet de la réserve : entre l'État qui la formule et l'État qui y fait objection. — Application du critère de la compatibilité.

Objection faite : par un État qui n'a pas signé la Convention ; par un signataire qui ne l'a pas ratifiée. — Statut provisoire du signataire.

AVIS CONSULTATIF

Présents : M. BASDEVANT, *Président ;* M. GUERRERO, *Vice-Président ;* MM. ALVAREZ, HACKWORTH, WINIARSKI, ZORIČIĆ, DE VISSCHER, Sir Arnold MCNAIR, M. KLAESTAD, BADAWI PACHA, MM. READ, HSU MO, *Juges ;* M. HAMBRO, *Greffier.*

INTERNATIONAL COURT OF JUSTICE

YEAR 1951.

1951
May 28th
General List:
No. 12

May 28th, 1951

RESERVATIONS TO THE CONVENTION ON THE PREVENTION AND PUNISHMENT OF THE CRIME OF GENOCIDE

Advisory jurisdiction of the Court.—Objection based: on alleged existence of a dispute; on alleged exclusive right of the parties to the Genocide Convention to interpret it; on Article IX of the Convention.—Rejection of objection.

Replies limited to Genocide Convention.—Abstract questions.

Reservations.—Objections thereto.—Right of a State which has made a reservation to be a party to the Convention notwithstanding the objection made to its reservation by certain parties.—Circumstances justifying a relaxation of the rule of integrity.—Faculty of making reservations to the Convention; intention of the General Assembly and of the contracting States; high ideals of the Convention.—Criterion of the compatibility of the reservation with object and purpose of the Convention.—Individual appraisal by States.—Absence of a rule of international law concerning the effects of reservations.—Administrative practice of the League of Nations and of the United Nations.

Effect of the reservation: between the State which makes it and the State which objects thereto.—Application of the criterion of compatibility.

Objection made: by a State which has not signed the Convention; by a signatory which has not ratified.—Provisional status of signatory State.

ADVISORY OPINION

Present: President BASDEVANT; *Vice-President* GUERRERO; *Judges* ALVAREZ, HACKWORTH, WINIARSKI, ZORIČIĆ, DE VISSCHER, Sir Arnold MCNAIR, KLAESTAD, BADAWI PASHA, READ, HSU MO; *Registrar* HAMBRO.

LA COUR,

ainsi composée,

donne l'avis consultatif suivant :

A la date du 16 novembre 1950, l'Assemblée générale des Nations Unies a adopté la résolution ci-après :

« L'Assemblée générale,

Ayant examiné le rapport du Secrétaire général sur les réserves aux conventions multilatérales,

Considérant que certaines réserves à la Convention pour la prévention et la répression du crime de génocide ont provoqué des objections de la part de quelques États,

Considérant que la Commission du droit international a entrepris une étude d'ensemble du droit des traités, y compris la question des réserves,

Considérant que des divergences d'opinions en ce qui concerne les réserves se sont manifestées au cours de la cinquième session de l'Assemblée générale, et spécialement à la Sixième Commission,

1. Demande à la Cour internationale de Justice un avis consultatif sur les questions suivantes :

En ce qui concerne la Convention pour la prévention et la répression du crime de génocide, dans l'hypothèse du dépôt par un État d'un instrument de ratification ou d'adhésion contenant une réserve formulée soit au moment de la ratification ou de l'adhésion, soit au moment de la signature suivie de ratification :

I. L'État qui a formulé la réserve peut-il être considéré comme partie à la Convention aussi longtemps qu'il maintient sa réserve si une ou plusieurs parties à la Convention font une objection à cette réserve, les autres parties n'en faisant pas ?

II. En cas de réponse affirmative à la première question, quel est l'effet de cette réserve dans les relations entre l'État qui a formulé la réserve et :

a) Les parties qui ont fait une objection à la réserve ?
b) Celles qui l'ont acceptée ?

III. En ce qui concerne la réponse à la question I, quel serait l'effet juridique d'une objection à une réserve si cette objection est faite par :

a) Un signataire qui n'a pas encore ratifié la Convention ?
b) Un État qui a le droit de signer ou d'adhérer, mais qui ne l'a pas encore fait ?

2. Invite la Commission du droit international :

a) A étudier, au cours de ses travaux sur la codification du droit des traités, la question des réserves aux conventions multilatérales aux deux points de vue de la codification et du développement progressif du droit international; à accorder priorité à cette étude et à présenter un rapport sur cette question, plus particulièrement en ce qui concerne les réserves aux conventions multilatérales dont

THE COURT,

composed as above,

gives the following Advisory Opinion :

On November 16th, 1950, the General Assembly of the United Nations adopted the following resolution :

"The General Assembly,

Having examined the report of the Secretary-General regarding reservations to multilateral conventions,

Considering that certain reservations to the Convention on the Prevention and Punishment of the Crime of Genocide have been objected to by some States,

Considering that the International Law Commission is studying the whole subject of the law of treaties, including the question of reservations,

Considering that different views regarding reservations have been expressed during the fifth session of the General Assembly, and particularly in the Sixth Committee,

1. Requests the International Court of Justice to give an Advisory Opinion on the following questions :

In so far as concerns the Convention on the Prevention and Punishment of the Crime of Genocide in the event of a State ratifying or acceding to the Convention subject to a reservation made either on ratification or on accession, or on signature followed by ratification :

I. Can the reserving State be regarded as being a party to the Convention while still maintaining its reservation if the reservation is objected to by one or more of the parties to the Convention but not by others ?

II. If the answer to Question I is in the affirmative, what is the effect of the reservation as between the reserving State and :

(a) The parties which object to the reservation ?
(b) Those which accept it ?

III. What would be the legal effect as regards the answer to Question I if an objection to a reservation is made :

(a) By a signatory which has not yet ratified ?
(b) By a State entitled to sign or accede but which has not yet done so ?

2. Invites the International Law Commission :

(a) In the course of its work on the codification of the law of treaties, to study the question of reservations to multilateral conventions both from the point of view of codification and from that of the progressive development of international law ; to give priority to this study and to report thereon, especially as regards multilateral conventions of which the Secretary-General is the

le Secrétaire général est le dépositaire, ce rapport devant être examiné par l'Assemblée générale au cours de sa sixième session ;

b) A tenir compte lors de cette étude de toutes les opinions exprimées au cours de la cinquième session de l'Assemblée générale et spécialement à la Sixième Commission ;

3. Invite le Secrétaire général, en attendant que la Cour internationale de Justice ait donné son avis consultatif, que la Commission du droit international ait fait parvenir son rapport et que l'Assemblée générale ait pris une nouvelle décision, à appliquer la méthode qu'il a suivie jusqu'ici pour la réception des réserves aux conventions, pour leur notification et pour les demandes d'approbation de ces réserves, le tout sans préjudice de l'effet juridique que l'Assemblée générale pourra, à sa sixième session, recommander d'attribuer aux objections élevées contre les réserves aux conventions. »

Par une lettre du 17 novembre 1950, enregistrée au Greffe le 20 novembre, le Secrétaire général des Nations Unies a transmis à la Cour la copie certifiée conforme de la résolution de l'Assemblée générale.

Le 25 novembre 1950, le Greffier, conformément à l'article 66, paragraphe premier, du Statut de la Cour, a notifié la requête à tous les États admis à ester en justice devant la Cour.

A la date du 1er décembre 1950, le Président — la Cour ne siégeant pas — rendit une ordonnance par laquelle il fixait au 20 janvier 1951 le délai pour la présentation d'exposés écrits et réservait la suite de la procédure. Aux termes de ladite ordonnance, ces exposés pouvaient être adressés à la Cour par tous les États habilités à devenir parties à la Convention sur le génocide, à savoir tous les Membres de l'Organisation des Nations Unies, ainsi que les États non membres ayant reçu une invitation à cet effet de l'Assemblée générale. En outre, des exposés écrits pouvaient également être présentés par les organisations internationales jugées par la Cour susceptibles de fournir des renseignements sur les questions soumises à celle-ci à fin d'avis, à savoir l'Organisation internationale du Travail et l'Organisation des États américains.

Le même jour, le Greffier adressa la communication spéciale et directe prévue par l'article 66, paragraphe 2, du Statut aux États admis à ester en justice devant la Cour, qui avaient été invités à signer et ratifier la Convention sur le génocide ou à y adhérer, soit en vertu de l'article XI de celle-ci, soit en vertu d'une résolution se référant audit article XI, adoptée par l'Assemblée générale le 3 décembre 1949 ; en application de l'article 63, paragraphe premier, et de l'article 68 du Statut, la même communication fut faite aux autres États invités à signer et ratifier la Convention ou à y adhérer en vertu de la résolution de l'Assemblée générale, à savoir les États suivants : Albanie, Autriche, Bulgarie, Cambodge, Ceylan, Corée, Finlande, Hongrie, Irlande, Italie, Jordanie, Laos, Monaco,

depositary, this report to be considered by the General Assembly at its sixth session ;

(b) In connection with this study, to take account of all the views expressed during the fifth session of the General Assembly, and particularly in the Sixth Committee ;

3. Instructs the Secretary-General, pending the rendering of the Advisory Opinion by the International Court of Justice, the receipt of a report from the International Law Commission and further action by the General Assembly, to follow his prior practice with respect to the receipt of reservations to conventions and with respect to the notification and solicitation of approvals thereof, all without prejudice to the legal effect of objections to reservations to conventions as it may be recommended by the General Assembly at its sixth session."

By a letter of November 17th, 1950, filed in the Registry on November 20th, the Secretary-General of the United Nations transmitted to the Court a certified true copy of the General Assembly's resolution.

On November 25th, 1950, in accordance with Article 66, paragraph 1, of the Court's Statute, the Registrar gave notice of the request to all States entitled to appear before the Court.

On December 1st, 1950, the President—as the Court was not sitting—made an order by which he appointed January 20th, 1951, as the date of expiry of the time-limit for the filing of written statements and reserved the rest of the procedure for further decision. Under the terms of this order, such statements could be submitted to the Court by all States entitled to become parties to the Genocide Convention, namely, any Member of the United Nations as well as any non-member State to which an invitation to this effect had been addressed by the General Assembly. Furthermore, written statements could also be submitted by any international organization considered by the Court as likely to be able to furnish information on the questions referred to it for an Advisory Opinion, namely, the International Labour Organization and the Organization of American States.

On the same date, the Registrar addressed the special and direct communication provided for in Article 66, paragraph 2, of the Statute to all States entitled to appear before the Court, which had been invited to sign and ratify or accede to the Genocide Convention, either under Article XI of that Convention or by virtue of a resolution adopted by the General Assembly on December 3rd, 1949, which refers to Article XI ; by application of the provisions of Article 63, paragraph 1, and Article 68 of the Statute, the same communication was addressed to other States invited to sign and ratify or accede to the Convention, by virtue of the resolution of the General Assembly, namely, the following States : Albania, Austria, Bulgaria, Cambodia, Ceylon, Finland, Hungary,

Portugal, Roumanie et Vietnam. La communication du Greffier fut enfin adressée à l'Organisation internationale du Travail et à l'Organisation des États américains.

Dans le délai prescrit, des exposés écrits furent déposés par les gouvernements et organisations internationales suivants : Organisation des États américains, Union des Républiques socialistes soviétiques, Royaume hachémite de Jordanie, États-Unis d'Amérique, Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, Secrétaire général des Nations Unies, Israël, Organisation internationale du Travail, Pologne, Tchécoslovaquie, Pays-Bas, République populaire de Roumanie, République socialiste soviétique d'Ukraine, République populaire de Bulgarie, République socialiste soviétique de Biélorussie, République des Philippines.

Par envoi du 14 décembre 1950, reçu le 29 janvier 1951, le Secrétaire général des Nations Unies transmit au Greffe la documentation qu'il était chargé de lui fournir en application de l'article 65 du Statut de la Cour. Tous ces documents sont énumérés dans le bordereau joint en annexe au présent avis.

La République fédérale d'Allemagne ayant été invitée, à la date du 20 décembre 1950, à adhérer à la Convention sur le génocide, le Greffier, par un télégramme et une lettre du 17 janvier 1951 constituant la communication spéciale et directe prévue à l'article 66, paragraphe 2, du Statut, fit connaître au Gouvernement fédéral allemand que la Cour était disposée à recevoir un exposé écrit et à entendre un exposé oral de sa part ; il n'a pas été donné suite à cette suggestion.

Par lettre du 9 mars 1951, enregistrée au Greffe le 15 mars, le Secrétaire général des Nations Unies fit savoir qu'il avait désigné M. Ivan S. Kerno, Secrétaire général adjoint chargé du Département juridique, comme son représentant devant la Cour, M. Kerno étant autorisé à présenter tout exposé susceptible d'aider la Cour.

Le Gouvernement du Royaume-Uni, le Gouvernement français et le Gouvernement d'Israël firent savoir, de leur côté, par lettres datées respectivement du 17 janvier, du 12 mars et du 19 mars 1951, qu'ils avaient l'intention de présenter des exposés oraux.

Lors des audiences publiques tenues du 10 au 14 avril 1951, la Cour entendit des exposés oraux présentés :

au nom du Secrétaire général des Nations Unies, par M. Ivan S. Kerno, Secrétaire général adjoint chargé du Département juridique ;

au nom du Gouvernement d'Israël, par M. Shabtai Rosenne, conseiller juridique au ministère des Affaires étrangères ;

au nom du Gouvernement du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, par le très honorable sir Hartley Shawcross,

Ireland, Italy, Jordan, Korea, Laos, Monaco, Portugal, Romania, and Viet-Nam. Finally, the Registrar's communication was addressed to the International Labour Organization and the Organization of American States.

Written statements were deposited within the prescribed time-limit by the following governments and international organizations: the Organization of American States, the Union of Soviet Socialist Republics, the Hashemite Kingdom of Jordan, the United States of America, the United Kingdom of Great Britain and Northern Ireland, the Secretary-General of the United Nations, Israel, the International Labour Organization, Poland, Czechoslovakia, the Netherlands, the People's Republic of Romania, the Ukrainian Soviet Socialist Republic, the People's Republic of Bulgaria, the Byelorussian Soviet Socialist Republic, the Republic of the Philippines.

By a despatch dated December 14th, 1950, and received on January 29th, 1951, the Secretary-General of the United Nations transmitted to the Registry the documents which he had been requested to furnish pursuant to Article 65 of the Court's Statute. All these documents are enumerated in the list attached to the present Opinion.

As the Federal German Republic had been invited on December 20th, 1950, to accede to the Genocide Convention, the Registrar, by a telegram and a letter of January 17th, 1951, which constituted the special and direct communication provided for under Article 66, paragraph 2, of the Statute, informed the Federal German Government that the Court was prepared to receive a written statement and to hear an oral statement on its behalf; no action was taken in pursuance of this suggestion.

By a letter dated March 9th, 1951, filed in the Registry on March 15th, the Secretary-General of the United Nations announced that he had designated Dr. Ivan S. Kerno, Assistant Secretary-General in charge of the Legal Department, as his representative before the Court, and that Dr. Kerno was authorized to present any statement likely to assist the Court.

The Government of the United Kingdom, the French Government and the Government of Israel stated, in letters dated respectively January 17th, March 12th and March 19th, 1951, that they intended to present oral statements.

At public sittings held from April 10th to 14th, 1951, the Court heard oral statements presented:

on behalf of the Secretary-General of the United Nations by Dr. Ivan S. Kerno, Assistant Secretary-General in charge of the Legal Department;

on behalf of the Government of Israel by Mr. Shabtai Rosenne, Legal Adviser to the Ministry of Foreign Affairs;

on behalf of the Government of the United Kingdom of Great Britain and Northern Ireland by the Right Honourable Sir Hartley

K. C., M. P., Attorney-General, et par M. G. G. Fitzmaurice, C. M. G., deuxième conseiller juridique au Foreign Office ;

au nom du Gouvernement de la République française, par M. Charles Rousseau, professeur à la Faculté de droit de Paris, conseiller juridique adjoint au ministère des Affaires étrangères.

* * *

Dans les communications qu'ils ont adressées à la Cour, certains gouvernements ont contesté le pouvoir de celle-ci d'exercer en la présente affaire sa compétence consultative.

Une première objection repose sur la considération que, lorsqu'une réserve formulée par un État au sujet de la Convention pour la prévention et la répression du crime de génocide fait l'objet d'une contestation, on se trouve en présence d'un différend et qu'afin d'éviter de trancher ce différend, la Cour devrait s'abstenir de répondre aux questions I et II. A cet égard la Cour peut se borner à rappeler les principes qu'elle a énoncés dans son avis du 30 mars 1950 (C. I. J. Recueil 1950, p. 71). En principe, la réponse à une demande d'avis ne doit pas être refusée. La disposition permissive de l'article 65 du Statut reconnaît à la Cour le pouvoir d'apprécier si les circonstances de l'espèce sont telles qu'elles doivent la déterminer à ne pas répondre à la demande d'avis. D'autre part, l'article 68 du Statut lui reconnaît le pouvoir d'apprécier dans quelle mesure les circonstances de chaque espèce doivent la déterminer à appliquer à la procédure consultative les dispositions du Statut applicables en matière contentieuse. L'objet de la présente demande d'avis est d'éclairer les Nations Unies dans leur action propre. Il est incontestable en effet que l'Assemblée générale, qui a élaboré et voté la Convention sur le génocide, et le Secrétaire général, dépositaire des instruments de ratification et d'adhésion, ont intérêt à connaître les effets juridiques des réserves apportées à cette Convention et plus particulièrement ceux des objections auxdites réserves.

Dans un ordre d'idées analogue, il a été allégué que la demande d'avis constituerait une ingérence inadmissible de la part de l'Assemblée générale et de la part d'États restés jusqu'ici étrangers à la Convention dans l'interprétation de celle-ci, les États parties à la Convention ayant seuls le droit de l'interpréter ou d'en solliciter l'interprétation. Il y a lieu d'observer à cet égard que, non seulement l'Assemblée générale a pris l'initiative de la Convention sur le génocide, en a arrêté les termes et l'a ouverte à la signature et à l'adhésion des États, mais, que des dispositions expresses de la Convention (articles XI et XVI) associent l'Assemblée générale à la vie de celle-ci ; enfin, que l'Assemblée générale s'y est en fait associée en s'efforçant d'obtenir l'adoption de la Convention par un nombre d'États aussi grand que possible. Dès lors, on ne saurait

Shawcross, K.C., M.P., Attorney-General, and by Mr. G. G. Fitzmaurice, C.M.G., Second Legal Adviser to the Foreign Office;

on behalf of the Government of the French Republic by M. Charles Rousseau, Professor at the Faculty of Law in Paris, Assistant Legal Adviser of the Ministry of Foreign Affairs.

* * *

In the communications which they have addressed to the Court, certain governments have contended that the Court is not competent to exercise its advisory functions in the present case.

A first objection is founded on the argument that the making of an objection to a reservation made by a State to the Convention on the Prevention and Punishment of the Crime of Genocide constitutes a dispute and that, in order to avoid adjudicating on that dispute, the Court should refrain from replying to Questions I and II. In this connection, the Court can confine itself to recalling the principles which it laid down in its Opinion of March 30th, 1950 (I.C.J. Reports 1950, p. 71). A reply to a request for an Opinion should not, in principle, be refused. The permissive provision of Article 65 of the Statute recognizes that the Court has the power to decide whether the circumstances of a particular case are such as to lead the Court to decline to reply to the request for an Opinion. At the same time, Article 68 of the Statute recognizes that the Court has the power to decide to what extent the circumstances of each case must lead it to apply to advisory proceedings the provisions of the Statute which apply in contentious cases. The object of this request for an Opinion is to guide the United Nations in respect of its own action. It is indeed beyond dispute that the General Assembly, which drafted and adopted the Genocide Convention, and the Secretary-General, who is the depositary of the instruments of ratification and accession, have an interest in knowing the legal effects of reservations to that Convention and more particularly the legal effects of objections to such reservations.

Following a similar line of argument, it has been contended that the request for an opinion would constitute an inadmissible interference by the General Assembly and by States hitherto strangers to the Convention in the interpretation of that Convention, as only States which are parties to the Convention are entitled to interpret it or to seek an interpretation of it. It must be pointed out in this connection that, not only did the General Assembly take the initiative in respect of the Genocide Convention, draw up its terms and open it for signature and accession by States, but that express provisions of the Convention (Articles XI and XVI) associate the General Assembly with the life of the Convention; and finally, that the General Assembly actually associated itself with it by endeavouring to secure the adoption of the Convention by as great a number of

douter que la détermination exacte des conditions de participation à la Convention constitue pour les Nations Unies un intérêt propre et permanent qui n'a pas disparu du fait de l'entrée en vigueur de la Convention. Le pouvoir de l'Assemblée générale de demander un avis consultatif à la Cour ne porte d'ailleurs aucune atteinte au droit à l'interprétation de la Convention qui appartient en propre aux États qui y sont devenus parties. Il en est indépendant et s'exerce parallèlement à lui. Au surplus, les États parties à la Convention ont la faculté de saisir la Cour par la voie indiquée à l'article IX de la Convention.

Une autre objection a été avancée contre l'exercice de la compétence consultative : elle est déduite de l'article IX de la Convention sur le génocide qui dispose que les différends relatifs à l'interprétation, l'application ou l'exécution de ladite Convention seront soumis à la Cour internationale de Justice à la requête d'une partie au différend. Il a été prétendu qu'il n'existe en l'espèce aucun différend et, en conséquence, que l'effet de l'article IX serait d'enlever à la Cour non seulement toute compétence contentieuse, mais encore tout pouvoir de se prononcer par voie d'avis. La Cour ne peut accepter cette manière de voir. L'existence d'une procédure de règlement des différends, telle que celle qui est prévue à l'article IX, n'est en soi aucunement exclusive d'une procédure consultative, l'article 96 de la Charte accordant en termes généraux à l'Assemblée générale et au Conseil de Sécurité la faculté de demander à la Cour internationale de Justice un avis consultatif « sur toute question juridique ». D'autre part, l'article IX présuppose pour son application la qualité de « parties contractantes » ; on ne saurait donc pas s'en prévaloir contre une demande d'avis qui a précisément pour objet de fixer, au regard des réserves et des objections qu'elles soulèvent, les conditions de participation à la Convention.

En conclusion, la Cour estime qu'aucune des objections énoncées ci-dessus à l'exercice de sa fonction consultative n'est fondée.

* * *

La Cour observe que les trois questions qui lui sont soumises pour avis présentent certains caractères communs.

Elles sont toutes trois expressément limitées, par les termes de la résolution de l'Assemblée générale, à la Convention pour la prévention et la répression du crime de génocide, la même résolution invitant la Commission du droit international à étudier la question générale des réserves aux conventions multilatérales aux deux points de vue de la codification et du développement progressif du droit international. Les questions ayant ainsi un objet nettement défini, les réponses que la Cour est appelée à y faire sont nécessairement et strictement limitées à ladite Convention. La Cour recherchera ces réponses dans les principes de droit relatifs à l'interprétation de l'intention des parties dans les conventions multilatérales.

States as possible. In these circumstances, there can be no doubt that the precise determination of the conditions for participation in the Convention constitutes a permanent interest of direct concern to the United Nations which has not disappeared with the entry into force of the Convention. Moreover, the power of the General Assembly to request an Advisory Opinion from the Court in no way impairs the inherent right of States parties to the Convention in the matter of its interpretation. This right is independent of the General Assembly's power and is exercisable in a parallel direction. Furthermore, States which are parties to the Convention enjoy the faculty of referring the matter to the Court in the manner provided in Article IX of the Convention.

Another objection has been put forward to the exercise of the Court's advisory jurisdiction: it is based on Article IX of the Genocide Convention which provides that disputes relating to the interpretation, application of fulfilment of that Convention shall be submitted to the International Court of Justice at the request of any of the parties to the dispute. It has been contended that there exists no dispute in the present case and that, consequently, the effect of Article IX is to deprive the Court, not only of any contentious jurisdiction, but also of any power to give an Advisory Opinion. The Court cannot share this view. The existence of a procedure for the settlement of disputes, such as that provided by Article IX, does not in itself exclude the Court's advisory jurisdiction, for Article 96 of the Charter confers upon the General Assembly and the Security Council in general terms the right to request this Court to give an Advisory Opinion "on any legal question". Further, Article IX, before it can be applied, presupposes the status of "contracting parties"; consequently, it cannot be invoked against a request for an Opinion the very object of which is to determine, in relation to reservations and objections thereto, the conditions in which a State can become a party.

In conclusion, the Court considers that none of the above-stated objections to the exercise of its advisory function is well founded.

* * *

The Court observes that the three questions which have been referred to it for an Opinion have certain common characteristics.

All three questions are expressly limited by the terms of the Resolution of the General Assembly to the Convention on the Prevention and Punishment of the Crime of Genocide, and the same Resolution invites the International Law Commission to study the general question of reservations to multilateral conventions both from the point of view of codification and from that of the progressive development of international law. The questions thus having a clearly defined object, the replies which the Court is called upon to give to them are necessarily and strictly limited to that Convention. The Court will seek these replies in the rules of law relating to the effect to be given to the intention of the parties to multilateral conventions.

D'autre part, les trois questions présentent un caractère purement abstrait. Elles ne visent ni les réserves qui, en fait, ont été apportées par certains États à la Convention, ni les objections qui ont été faites par d'autres États à ces réserves. Elles ne se réfèrent même pas aux réserves qui, éventuellement, pourraient être formulées relativement à tel ou tel article, non plus qu'aux objections que ces réserves pourraient éventuellement soulever.

La question I est conçue dans les termes suivants :

> « L'État qui a formulé la réserve peut-il être considéré comme partie à la Convention aussi longtemps qu'il maintient sa réserve si une ou plusieurs parties à la Convention font une objection à cette réserve, les autres parties n'en faisant pas ? »

La Cour observe que cette question a trait non à la possibilité d'apporter des réserves à la Convention sur le génocide, mais uniquement au point de savoir si l'État contractant qui a formulé une réserve peut, tant qu'il la maintient, être considéré comme partie à la Convention, alors qu'il y a divergence de vues au sujet de cette réserve entre les parties contractantes, les unes acceptant ladite réserve, les autres s'y refusant.

Il est bien établi qu'un État ne peut, dans ses rapports conventionnels, être lié sans son consentement et qu'en conséquence aucune réserve ne lui est opposable tant qu'il n'a pas donné son assentiment. On peut également considérer comme un principe reconnu que toute convention multilatérale est le fruit d'un accord librement intervenu sur ses clauses et qu'en conséquence il ne peut appartenir à aucun des contractants de détruire ou de compromettre, par des décisions unilatérales ou par des accords particuliers, ce qui est le but et la raison d'être de la convention. C'est à ce principe que se rattachait la notion de l'intégrité de la convention telle qu'elle a été adoptée, notion qui, dans son acception traditionnelle, a conduit à ne reconnaître une réserve quelconque comme valable que si elle est acceptée par tous les contractants sans exception comme elle l'eût éte si elle avait été exprimée au cours de la négociation.

Cette conception, directement inspirée de la notion du contrat, conserve une valeur de principe indéniable. En ce qui concerne la Convention sur le génocide, il y a lieu, toutefois, de faire état d'un ensemble de circonstances qui ont pour résultat d'en assouplir les applications. Parmi ces circonstances, il convient de relever le caractère nettement universel des Nations Unies sous les auspices desquelles la Convention a été conclue et la très large participation que l'article XI de la Convention a entendu organiser. La très large participation à des conventions de ce genre a déjà entraîné une flexibilité plus grande dans la pratique internationale des conventions multilatérales. Un usage plus général des réserves, une part très large faite à l'assentiment tacite aux réserves, l'existence de pratiques qui vont jusqu'à admettre que l'auteur de réserves

The three questions are purely abstract in character. They refer neither to the reservations which have, in fact, been made to the Convention by certain States, nor to the objections which have been made to such reservations by other States. They do not even refer to the reservations which may in future be made in respect of any particular article ; nor do they refer to the objections to which these reservations might give rise.

Question I is framed in the following terms :

> "Can the reserving State be regarded as being a party to the Convention while still maintaining its reservation if the reservation is objected to by one or more of the parties to the Convention but not by others ?"

The Court observes that this question refers, not to the possibility of making reservations to the Genocide Convention, but solely to the question whether a contracting State which has made a reservation can, while still maintaining it, be regarded as being a party to the Convention, when there is a divergence of views between the contracting parties concerning this reservation, some accepting the reservation, others refusing to accept it.

It is well established that in its treaty relations a State cannot be bound without its consent, and that consequently no reservation can be effective against any State without its agreement thereto. It is also a generally recognized principle that a multilateral convention is the result of an agreement freely concluded upon its clauses and that consequently none of the contracting parties is entitled to frustrate or impair, by means of unilateral decisions or particular agreements, the purpose and *raison d'être* of the convention. To this principle was linked the notion of the integrity of the convention as adopted, a notion which in its traditional concept involved the proposition that no reservation was valid unless it was accepted by all the contracting parties without exception, as would have been the case if it had been stated during the negotiations.

This concept, which is directly inspired by the notion of contract, is of undisputed value as a principle. However, as regards the Genocide Convention, it is proper to refer to a variety of circumstances which would lead to a more flexible application of this principle. Among these circumstances may be noted the clearly universal character of the United Nations under whose auspices the Convention was concluded, and the very wide degree of participation envisaged by Article XI of the Convention. Extensive participation in conventions of this type has already given rise to greater flexibility in the international practice concerning multilateral conventions. More general resort to reservations, very great allowance made for tacit assent to reservations, the existence of practices which go so far as to admit that the author of reservations

écartées par certains contractants est néanmoins considéré comme partie à la convention dans ses rapports avec ceux d'entre eux qui les ont acceptées, ce sont là autant de manifestations d'un besoin nouveau d'assouplissement dans le jeu des conventions multilatérales.

Il y a lieu de relever également que la Convention sur le génocide, si elle a été finalement approuvée à l'unanimité, est néanmoins le résultat d'une série de votes pris à la majorité. Or, le principe majoritaire, s'il facilite la conclusion des conventions multilatérales, peut rendre nécessaire pour certains États de formuler des réserves. Cette observation est confirmée par le nombre élevé des réserves qui ont été apportées ces derniers temps aux conventions multilatérales.

Dans cet état de la pratique internationale, on ne saurait certainement pas conclure de l'absence dans une convention multilatérale d'un article relatif aux réserves à l'interdiction pour les États contractants d'y apporter certaines réserves. Il faut également tenir compte du fait que l'absence d'un tel article ou même la décision de ne pas insérer un tel article peut s'expliquer par le désir de ne pas inviter à multiplier les réserves. Le caractère d'une convention multilatérale, son objet, ses dispositions, son mode d'élaboration et d'adoption sont autant d'éléments qui doivent être pris en considération pour apprécier, dans le silence de la convention, la possibilité de formuler des réserves ainsi que pour en apprécier la régularité et les effets.

S'il est exact qu'au cours des travaux préparatoires il a été décidé de ne pas insérer un article spécial relatif aux réserves, il est non moins vrai qu'à des stades successifs de l'élaboration de la Convention la faculté pour les États de formuler des réserves a été envisagée. C'est ainsi que dans les commentaires sur le projet de Convention élaboré par le Secrétaire général, on relève le passage suivant : « .... 1) Il semble que des réserves d'une portée générale n'ont pas leur place dans une convention de ce genre, qui vise non les intérêts particuliers d'un État, mais la préservation d'un élément d'ordre international .... ; 2) peut-être, au cours de la discussion à l'Assemblée générale, apparaîtra-t-il possible d'admettre certaines réserves d'une portée limitée. »

Plus décisives encore à cet égard sont les discussions sur les réserves à la Sixième Commission au cours des séances (1er et 2 décembre 1948) qui ont précédé immédiatement l'adoption par l'Assemblée générale de la Convention sur le génocide. Certains délégués y ont clairement annoncé que leur gouvernement ne pourrait signer ou ratifier la Convention que sous certaines réserves.

Au surplus, la faculté d'apporter des réserves à la Convention paraît bien implicitement admise par les termes mêmes de la question I.

La Cour reconnaît ainsi qu'une entente s'est formée au sein de l'Assemblée générale quant à la faculté d'apporter des réserves

which have been rejected by certain contracting parties is nevertheless to be regarded as a party to the convention in relation to those contracting parties that have accepted the reservations—all these factors are manifestations of a new need for flexibility in the operation of multilateral conventions.

It must also be pointed out that although the Genocide Convention was finally approved unanimously, it is nevertheless the result of a series of majority votes. The majority principle, while facilitating the conclusion of multilateral conventions, may also make it necessary for certain States to make reservations. This observation is confirmed by the great number of reservations which have been made of recent years to multilateral conventions.

In this state of international practice, it could certainly not be inferred from the absence of an article providing for reservations in a multilateral convention that the contracting States are prohibited from making certain reservations. Account should also be taken of the fact that the absence of such an article or even the decision not to insert such an article can be explained by the desire not to invite a multiplicity of reservations. The character of a multilateral convention, its purpose, provisions, mode of preparation and adoption, are factors which must be considered in determining, in the absence of any express provision on the subject, the possibility of making reservations, as well as their validity and effect.

Although it was decided during the preparatory work not to insert a special article on reservations, it is none the less true that the faculty for States to make reservations was contemplated at successive stages of the drafting of the Convention. In this connection, the following passage may be quoted from the comments on the draft Convention prepared by the Secretary-General: ".... (1) It would seem that reservations of a general scope have no place in a convention of this kind which does not deal with the private interests of a State, but with the preservation of an element of international order.... ; (2) perhaps in the course of discussion in the General Assembly it will be possible to allow certain limited reservations."

Even more decisive in this connection is the debate on reservations in the Sixth Committee at the meetings (December 1st and 2nd, 1948) which immediately preceded the adoption of the Genocide Convention by the General Assembly. Certain delegates clearly announced that their governments could only sign or ratify the Convention subject to certain reservations.

Furthermore, the faculty to make reservations to the Convention appears to be implicitly admitted by the very terms of Question I.

The Court recognizes that an understanding was reached within the General Assembly on the faculty to make reservations

à la Convention sur le génocide et qu'il est permis d'en conclure qu'au moment d'y devenir parties les États y ont donné leur assentiment. Il reste à déterminer le caractère des réserves qui peuvent être formulées ainsi que le caractère des objections qui peuvent y être opposées.

La réponse à ces questions doit être cherchée dans les traits particuliers que présente la Convention sur le génocide. Les origines et le caractère de la Convention, les fins poursuivies par l'Assemblée générale et par les parties contractantes, les rapports que présentent les dispositions de la Convention entre elles et avec ces fins, fournissent des éléments d'interprétation de la volonté de l'Assemblée générale et des parties. Les origines de la Convention révèlent l'intention des Nations Unies de condamner et de réprimer le génocide comme « un crime de droit des gens » impliquant le refus du droit à l'existence de groupes humains entiers, refus qui bouleverse la conscience humaine, inflige de grandes pertes à l'humanité, et qui est contraire à la fois à la loi morale et à l'esprit et aux fins des Nations Unies (résolution 96 (I) de l'Assemblée générale, 11 décembre 1946). Cette conception entraîne une première conséquence : les principes qui sont à la base de la Convention sont des principes reconnus par les nations civilisées comme obligeant les États même en dehors de tout lien conventionnel. Une deuxième conséquence est le caractère universel à la fois de la condamnation du génocide et de la coopération nécessaire « pour libérer l'humanité d'un fléau aussi odieux » (préambule de la Convention). La Convention sur le génocide a donc été voulue tant par l'Assemblée générale que par les parties contractantes comme une convention de portée nettement universelle. En fait, elle fut approuvée, le 9 décembre 1948, par une résolution qui fut votée unanimement par cinquante-six États.

Les fins d'une telle convention doivent également être retenues. La Convention a été manifestement adoptée dans un but purement humain et civilisateur. One ne peut même pas concevoir une convention qui offrirait à un plus haut degré ce double caractère, puisqu'elle vise d'une part à sauvegarder l'existence même de certains groupes humains, d'autre part à confirmer et à sanctionner les principes de morale les plus élémentaires. Dans une telle convention, les, États contractants n'ont pas d'intérêts propres ; ils ont seulement tous et chacun, un intérêt commun, celui de préserver les fins supérieures qui sont la raison d'être de la convention. Il en résulte que l'on ne saurait, pour une convention de ce type, parler d'avantages ou de désavantages individuels des États, non plus que d'un exact équilibre contractuel à maintenir entre les droits et les charges. La considération des fins supérieures de la Convention est, en vertu de la volonté commune des parties, le fondement et la mesure de toutes les dispositions qu'elle renferme.

Appliquées à la question des réserves et plus particulièrement des effets des objections aux réserves, ces considérations conduisent aux conclusions suivantes.

to the Genocide Convention and that it is permitted to conclude therefrom that States becoming parties to the Convention gave their assent thereto. It must now determine what kind of reservations may be made and what kind of objections may be taken to them.

The solution of these problems must be found in the special characteristics of the Genocide Convention. The origins and character of that Convention, the objects pursued by the General Assembly and the contracting parties, the relations which exist between the provisions of the Convention, *inter se*, and between those provisions and these objects, furnish elements of interpretation of the will of the General Assembly and the parties. The origins of the Convention show that it was the intention of the United Nations to condemn and punish genocide as "a crime under international law" involving a denial of the right of existence of entire human groups, a denial which shocks the conscience of mankind and results in great losses to humanity, and which is contrary to moral law and to the spirit and aims of the United Nations (Resolution 96 (I) of the General Assembly, December 11th 1946). The first consequence arising from this conception is that the principles underlying the Convention are principles which are recognized by civilized nations as binding on States, even without any conventional obligation. A second consequence is the universal character both of the condemnation of genocide and of the co-operation required "in order to liberate mankind from such an odious scourge" (Preamble to the Convention). The Genocide Convention was therefore intended by the General Assembly and by the contracting parties to be definitely universal in scope. It was in fact approved on December 9th, 1948, by a resolution which was unanimously adopted by fifty-six States.

The objects of such a convention must also be considered. The Convention was manifestly adopted for a purely humanitarian and civilizing purpose. It is indeed difficult to imagine a convention that might have this dual character to a greater degree, since its object on the one hand is to safeguard the very existence of certain human groups and on the other to confirm and endorse the most elementary principles of morality. In such a convention the contracting States do not have any interests of their own ; they merely have, one and all, a common interest, namely, the accomplishment of those high purposes which are the *raison d'être* of the convention. Consequently, in a convention of this type one cannot speak of individual advantages or disadvantages to States, or of the maintenance of a perfect contractual balance between rights and duties. The high ideals which inspired the Convention provide, by virtue of the common will of the parties, the foundation and measure of all its provisions.

The foregoing considerations, when applied to the question of reservations, and more particularly to the effects of objections to reservations, lead to the following conclusions.

L'objet et le but de la Convention sur le génocide impliquent chez l'Assemblée générale et chez les États qui l'ont adoptée l'intention d'y voir participer le plus grand nombre possible d'États. L'exclusion complète de la Convention d'un ou de plusieurs États, outre qu'elle restreindrait le cercle de son application, serait une atteinte à l'autorité des principes de morale et d'humanité qui sont à sa base. On ne conçoit pas que les contractants aient pu facilement admettre qu'une objection à une réserve mineure puisse produire un tel résultat. Mais on pourrait moins encore prêter aux contractants la pensée d'avoir sacrifié à la vaine recherche du nombre des participants les fins mêmes de la Convention. L'objet et le but de celle-ci assignent ainsi des limites tant à la liberté d'apporter des réserves qu'à celle d'y objecter. Il en résulte que c'est la compatibilité de la réserve avec l'objet et le but de la Convention qui doit fournir le critère de l'attitude de l'État qui joint une réserve à son adhésion et de l'État qui estime devoir y faire une objection. Telle est la norme de conduite qui doit guider chaque État dans l'appréciation qu'il lui appartient de faire individuellement et pour son propre compte de la régularité d'une réserve.

Toute autre conception conduit soit à faire accepter des réserves destructives des fins que l'Assemblée générale et les parties contractantes se sont assignées, soit à reconnaître aux États parties à la Convention le pouvoir d'exclure de celle-ci l'auteur d'une réserve même mineure, parfaitement compatible avec ces fins.

Il a été soutenu cependant que tout État ayant qualité pour devenir partie à la Convention sur le génocide peut le devenir tout en y apportant, à volonté et en vertu de sa souveraineté, n'importe quelle réserve. La Cour estime que ce point de vue ne peut être retenu. Il est manifeste qu'une application aussi extrême de l'idée de la souveraineté étatique pourrait conduire à une complète méconnaissance de l'objet et du but de la Convention.

En sens inverse, il a été soutenu qu'il existe une règle de droit international selon laquelle l'effet de toute réserve serait subordonné à l'assentiment exprès ou tacite de toutes les parties contractantes. Cette théorie s'appuie essentiellement sur une conception contractuelle de l'absolue intégrité de la convention telle qu'elle a été adoptée. Cette conception ne saurait toutefois prévaloir si, compte tenu du caractère de la convention, de son objet, de son mode d'adoption, il peut être établi que les parties ont entendu, en admettant la faculté d'apporter des réserves, y déroger.

Il ne semble pas d'ailleurs que la conception de l'absolue intégrité se soit traduite en une règle de droit international. Le rôle considérable que l'assentiment tacite a toujours joué dans l'effet qui a été reconnu aux réserves ne permet guère d'affirmer l'existence

The object and purpose of the Genocide Convention imply that it was the intention of the General Assembly and of the States which adopted it that as many States as possible should participate. The complete exclusion from the Convention of one or more States would not only restrict the scope of its application, but would detract from the authority of the moral and humanitarian principles which are its basis. It is inconceivable that the contracting parties readily contemplated that an objection to a minor reservation should produce such a result. But even less could the contracting parties have intended to sacrifice the very object of the Convention in favour of a vain desire to secure as many participants as possible. The object and purpose of the Convention thus limit both the freedom of making reservations and that of objecting to them. It follows that it is the compatibility of a reservation with the object and purpose of the Convention that must furnish the criterion for the attitude of a State in making the reservation on accession as well as for the appraisal by a State in objecting to the reservation. Such is the rule of conduct which must guide every State in the appraisal which it must make, individually and from its own standpoint, of the admissibility of any reservation.

Any other view would lead either to the acceptance of reservations which frustrate the purposes which the General Assembly and the contracting parties had in mind, or to recognition that the parties to the Convention have the power of excluding from it the author of a reservation, even a minor one, which may be quite compatible with those purposes.

It has nevertheless been argued that any State entitled to become a party to the Genocide Convention may do so while making any reservation it chooses by virtue of its sovereignty. The Court cannot share this view. It is obvious that so extreme an application of the idea of State sovereignty could lead to a complete disregard of the object and purpose of the Convention.

On the other hand, it has been argued that there exists a rule of international law subjecting the effect of a reservation to the express or tacit assent of all the contracting parties. This theory rests essentially on a contractual conception of the absolute integrity of the convention as adopted. This view, however, cannot prevail if, having regard to the character of the convention, its purpose and its mode of adoption, it can be established that the parties intended to derogate from that rule by admitting the faculty to make reservations thereto.

It does not appear, moreover, that the conception of the absolute integrity of a convention has been transformed into a rule of international law. The considerable part which tacit assent has always played in estimating the effect which is to be given to reservations

d'une telle règle, fixant avec une précision suffisante les effets des objections élevées contre les réserves. En fait, les exemples d'objections élevées contre les réserves semblent trop rares dans la pratique internationale pour avoir pu y donner naissance. On ne saurait reconnaître cet effet au rapport qui fut adopté en la matière par le Conseil de la Société des Nations le 17 juin 1927. Tout au plus peut-on voir dans la recommandation émise à cette date par le Conseil le pont de départ d'une pratique administrative qui, après avoir été observée par le Secrétariat de la Société des Nations, s'est en quelque sorte imposée par la force des choses au Secrétaire général des Nations Unies en sa qualité de dépositaire des conventions conclues sous les auspices de la Société. Mais on ne saurait conclure que le problème juridique de l'effet des objections aux réserves ait ainsi reçu une solution. L'opinion du Secrétaire général des Nations Unies lui-même se trouve consigné dans le passage suivant de son rapport en date du 21 septembre 1950 : « Il est universellement reconnu que le consentement des autres gouvernements intéressés doit être obtenu avant qu'ils ne puissent être liés par une réserve, mais il n'y a unanimité ni sur la procédure que doit suivre le dépositaire pour obtenir le consentement requis, ni sur l'effet juridique de l'objection qu'un État formule contre une réserve. »

On peut toutefois se demander si l'Assemblée générale des Nations Unies, en approuvant la Convention sur le génocide, ne s'est pas tacitement référée à la pratique selon laquelle le Secrétaire général, dans l'exercice de ses fonctions de dépositaire, ne considérait une réserve comme acceptée définitivement que lorsqu'il était établi qu'aucun des autres États contractants n'y faisait objection. Si tel était le cas, il pourrait être soutenu que l'intention implicite des parties contractantes aurait été de subordonner l'efficacité de n'importe quelle réserve à la Convention sur le génocide à l'assentiment de toutes les parties.

La Cour ne croit pas que cette façon de concevoir la situation corresponde à la réalité. Il convient d'observer d'abord que l'existence d'une pratique administrative n'est pas en soi un élément concluant pour apprécier la conception que les États contractants à la Convention sur le génocide ont pu se former des droits et devoirs qui en résultent. Il faut relever également l'existence parmi les États américains, membres à la fois des Nations Unies et de l'Organisation des États américains, d'une pratique divergente qui va jusqu'à permettre à un État auteur de réserves de devenir partie quelle que soit la nature des réserves formulées ou des objections opposées à celles-ci par d'autres États contractants. Les travaux préparatoires de la Convention ne contiennent aucune indication qui autoriserait à dire que les contractants se sont implicitement référés à une pratique déterminée. Une telle indication ne se trouve pas davantage dans l'attitude subséquente des États contractants : ni les réserves formulées par certains États, ni les positions prises

scarcely permits one to state that such a rule exists, determining with sufficient precision the effect of objections made to reservations. In fact, the examples of objections made to reservations appear to be too rare in international practice to have given rise to such a rule. It cannot be recognized that the report which was adopted on the subject by the Council of the League of Nations on June 17th, 1927, has had this effect. At best, the recommendation made on that date by the Council constitutes the point of departure of an administrative practice which, after being observed by the Secretariat of the League of Nations, imposed itself, so to speak, in the ordinary course of things on the Secretary-General of the United Nations in his capacity of depositary of conventions concluded under the auspices of the League. But it cannot be concluded that the legal problem of the effect of objections to reservations has in this way been solved. The opinion of the Secretary-General of the United Nations himself is embodied in the following passage of his report of September 21st, 1950 : "While it is universally recognized that the consent of the other governments concerned must be sought before they can be bound by the terms of a reservation, there has not been unanimity either as to the procedure to be followed by a depositary in obtaining the necessary consent or as to the legal effect of a State's objecting to a reservation."

It may, however, be asked whether the General Assembly of the United Nations, in approving the Genocide Convention, had in mind the practice according to which the Secretary-General, in exercising his functions as a depositary, did not regard a reservation as definitively accepted until it had been established that none of the other contracting States objected to it. If this were the case, it might be argued that the implied intention of the contracting parties was to make the effectiveness of any reservation to the Genocide Convention conditional on the assent of all the parties.

The Court does not consider that this view corresponds to reality. It must be pointed out, first of all, that the existence of an administrative practice does not in itself constitute a decisive factor in ascertaining what views the contracting States to the Genocide Convention may have had concerning the rights and duties resulting therefrom. It must also be pointed out that there existed among the American States members both of the United Nations and of the Organization of American States, a different practice which goes so far as to permit a reserving State to become a party irrespective of the nature of the reservations or of the objections raised by other contracting States. The preparatory work of the Convention contains nothing to justify the statement that the contracting States implicitly had any definite practice in mind. Nor is there any such indication in the subsequent attitude of the contracting States : neither the reservations made by certain States nor the position adopted by other States towards those reservations permit

par d'autres États à l'égard de ces réserves ne permettent de conclure à l'existence d'un assentiment à l'une ou à l'autre pratique. Enfin, et du point de vue général de la priorité dont jouirait une pratique donnée, il n'est pas sans intérêt de relever que les discussions qui ont eu lieu à la Sixième Commission de la cinquième session de l'Assemblée générale relativement aux réserves aux traités multilatéraux témoignent d'un profonde divergence de vues, certaines délégations se montrant attachées à la conception de l'absolue intégrité du traité, les autres manifestant leur préférence pour une pratique plus souple propre à favoriser la participation d'un plus grand nombre d'États.

Il résulte des considérations qui précèdent que la question I, en raison de son caractère abstrait, n'est pas susceptible de recevoir une réponse absolue. L'appréciation de toute réserve et des effets des objections qui peuvent y être faites dépend de circonstances particulières à chaque espèce.

* * *

La Cour ayant répondu à la première question, passe à l'examen de la question II ainsi conçue :

> « En cas de réponse affirmative à la première question, quel est l'effet de cette réserve dans les relations entre l'État qui a formulé la réserve et :
>
> *a)* les parties qui ont fait une objection à la réserve ?
> *b)* celles qui l'ont acceptée ? »

Les considérations qui sont à la base de la réponse faite par la Cour à la question I sont pour une large part également applicables ici. Ainsi qu'il a été dit ci-dessus, l'appréciation de la régularité de la réserve appartient à chaque État partie à la Convention, celui-ci exerçant ce droit individuellement et pour son propre compte. Comme, d'autre part, aucun État ne peut être lié par une réserve à laquelle il n'a pas consenti, il en résulte nécessairement qu'en fait chaque État qui fait objection à une réserve, s'inspirant de son appréciation personnelle de celle-ci dans les limites du critère de l'objet et du but énoncé ci-dessus, peut ou non considérer l'État qui a formulé la réserve comme partie à la Convention. Une telle décision n'aura normalement d'effet que dans les rapports entre l'État qui a fait la réserve et celui qui y a fait objection ; elle pourrait toutefois, comme il sera dit plus loin, viser à l'exclusion complète de la Convention dans l'hypothèse où elle viendrait à se traduire par une prise de position sur le plan juridictionnel.

Les inconvénients qu'entraîne cette divergence éventuelle de vues — et auxquels un article relatif à l'usage des réserves aurait pu obvier — sont réels, ils sont atténués par l'obligation commune des États contractants de s'inspirer, dans leur jugement, de la compatibilité ou de l'incompatibilité de toute réserve avec l'objet

the conclusion that assent to one or the other of these practices had been given. Finally, it is not without interest to note, in view of the preference generally said to attach to an established practice, that the debate on reservations to multilateral treaties which took place in the Sixth Committee at the fifth session of the General Assembly reveals a profound divergence of views, some delegations being attached to the idea of the absolute integrity of the Convention, others favouring a more flexible practice which would bring about the participation of as many States as possible.

It results from the foregoing considerations that Question I, on account of its abstract character, cannot be given an absolute answer. The appraisal of a reservation and the effect of objections that might be made to it depend upon the particular circumstances of each individual case.

* * *

Having replied to Question I, the Court will now examine Question II, which is framed as follows :

> "If the answer to Question I is in the affirmative, what is the effect of the reservation as between the reserving State and :
>
> *(a)* the parties which object to the reservation ?
> *(b)* those which accept it ?"

The considerations which form the basis of the Court's reply to Question I are to a large extent equally applicable here. As has been pointed out above, each State which is a party to the Convention is entitled to appraise the validity of the reservation, and it exercises this right individually and from its own standpoint. As no State can be bound by a reservation to which it has not consented, it necessarily follows that each State objecting to it will or will not, on the basis of its individual appraisal within the limits of the criterion of the object and purpose stated above, consider the reserving State to be a party to the Convention. In the ordinary course of events, such a decision will only affect the relationship between the State making the reservation and the objecting State ; on the other hand, as will be pointed out later, such a decision might aim at the complete exclusion from the Convention in a case where it was expressed by the adoption of a position on the jurisdictional plane.

The disadvantages which result from this possible divergence of views—which an article concerning the making of reservations could have obviated—are real ; they are mitigated by the common duty of the contracting States to be guided in their judgment by the compatibility or incompatibility of the reservation with the

et le but de la Convention. Il faut évidemment supposer chez les contractants la volonté de préserver de toute façon ce qui est essentiel aux fins de la Convention ; si cette volonté venait à faire défaut, il est bien clair que la Convention elle-même se trouverait ébranlée dans son principe comme dans son application.

Il se peut que la divergence de vues entre les parties sur la régularité d'une réserve reste en fait sans suite. Il se peut, au contraire, que certaines parties, tenant pour incompatible avec le but de la Convention l'assentiment donné par d'autres parties à une réserve, se décident à prendre position sur le plan juridictionnel au sujet de cette divergence et à poursuivre le règlement du différend ainsi né, soit par compromis, soit par la voie indiquée à l'article IX de la Convention.

Il se peut enfin qu'un État, sans prétendre qu'une réserve est imcompatible avec l'objet et le but de la Convention, y fasse néanmoins objection, mais qu'une entente entre lui et l'État qui a formulé la réserve ait pour effet de mettre la Convention en vigueur entre eux, à l'exclusion des clauses affectées par la réserve.

Telle étant la situation, la tâche du Secrétaire général se trouverait simplifiée, celle-ci se réduisant à accueillir les réserves et les objections et à en faire la notification.

* * *

La question III est ainsi conçue :

> « En ce qui concerne la réponse à la question I, quel serait l'effet juridique d'une objection à une réserve si cette objection est faite par :
>
> *a)* Un signataire qui n'a pas encore ratifié la convention ?
> *b)* Un État qui a le droit de signer ou d'adhérer, mais qui ne l'a pas encore fait ? »

La Cour constate que les termes de cette question la rattachent à la question I. Ce rattachement est considéré par certains États comme présupposant une réponse négative à cette dernière.

La Cour estime cependant que la question III pourrait se poser dans tous les cas. Même dans le cas où la réponse à la question I ne tendrait pas à exclure du cercle des parties à la Convention l'État qui a fait une réserve à laquelle un autre État a fait objection, il n'en demeure pas moins qu'entre l'État qui a fait la réserve et celui qui y a fait objection la Convention n'entre pas en vigueur. Avec cet effet juridique, même réduit, de l'objection, il y aurait toujours lieu de se demander si les États visés sous *litt. a)* et *b)* de la question III ont titre pour déterminer, par leur objection, pareil résultat.

Dans une vue extrême du droit desdits États, on semble estimer que ces deux catégories d'États ont un *droit de devenir* parties à

object and purpose of the Convention. It must clearly be assumed that the contracting States are desirous of preserving intact at least what is essential to the object of the Convention; should this desire be absent, it is quite clear that the Convention itself would be impaired both in its principle and in its application.

It may be that the divergence of views between parties as to the admissibility of a reservation will not in fact have any consequences. On the other hand, it may be that certain parties who consider that the assent given by other parties to a reservation is incompatible with the purpose of the Convention, will decide to adopt a position on the jurisdictional plane in respect of this divergence and to settle the dispute which thus arises either by special agreement or by the procedure laid down in Article IX of the Convention.

Finally, it may be that a State, whilst not claiming that a reservation is incompatible with the object and purpose of the Convention, will nevertheless object to it, but that an understanding between that State and the reserving State will have the effect that the Convention will enter into force between them, except for the clauses affected by the reservation.

Such being the situation, the task of the Secretary-General would be simplified and would be confined to receiving reservations and objections and notifying them.

* * *

Question III is framed in the following terms:

> "What would be the legal effect as regards the answer to Question I if an objection to a reservation is made:
>
> *(a)* By a signatory which has not yet ratified?
> *(b)* By a State entitled to sign or accede but which has not yet done so?"

The Court notes that the terms of this question link it to Question I. This link is regarded by certain States as presupposing a negative reply to Question I.

The Court considers, however, that Question III could arise in any case. Even should the reply to Question I not tend to exclude, from being a party to the Convention, a State which has made a reservation to which another State has objected, the fact remains that the Convention does not enter into force as between the reserving State and the objecting State. Even if the objection has this reduced legal effect, the question would still arise whether the States mentioned under *(a)* and *(b)* of Question III are entitled to bring about such a result by their objection.

An extreme view of the right of such States would appear to be that these two categories of States have a *right to become* parties to

la Convention et qu'à ce titre ils auraient, de même que tout État partie à la Convention, le droit de faire objection à des réserves ayant plein effet juridique, c'est-à-dire l'exclusion de la Convention de l'État qui a fait la réserve. En leur refusant ce droit, dit-on, on les obligerait soit à renoncer entièrement à leur droit de participer à la Convention, soit à devenir partie à ce qui est en fait une convention différente. Ce dilemme ne correspond pas à la réalité, les États en question ayant toujours la faculté d'être partie à la Convention dans leurs rapports avec d'autres contractants.

Dès l'ouverture de la Convention sur le génocide à la signature, tout Membre des Nations Unies et tout État non membre auquel l'Assemblée générale avait adressé une invitation à la signature avaient le *droit d'être partie* à la Convention. Deux procédés étaient possibles pour atteindre cette fin : soit la signature, depuis le 9 décembre 1948 jusqu'au 31 décembre 1949, suivie de ratification, soit l'adhésion à partir du 1er janvier 1950 (article XI de la Convention). La Cour relève que le droit de devenir partie à la Convention ne traduit pas une notion bien définie. On ne conçoit pas qu'avant l'exercice de l'une ou de l'autre des deux facultés prévues pour être partie à la Convention, un État, eût-il participé à l'élaboration de celle-ci, puisse exclure un autre État. Ne possédant aucun droit qui puisse dériver de la Convention, cet État ne peut tirer une telle faculté de la qualité de Membre des Nations Unies ou de l'invitation à signer à lui adressée par l'Assemblée générale.

Le cas d'un État signataire est différent. Sans entrer dans l'examen de la portée juridique de la signature dans les conventions internationales, portée essentiellement variable, suivant les cas, la Cour estime que la signature constitue la première étape dans la participation à la Convention.

Il est évident que sans la ratification, la signature ne rend pas l'État signataire partie à la Convention ; elle établit néanmoins au profit de cet État un statut provisoire. Ce statut peut diminuer en force et importance après l'entrée en vigueur de la Convention. Mais tant avant qu'après cette entrée en vigueur, ce statut autoriserait, en matière d'objection, un traitement plus favorable aux États signataires qu'à ceux qui n'ont ni signé ni adhéré.

En effet, à la différence de ces derniers, les États signataires ont procédé à une partie des actes nécessaires à l'exercice du droit d'Être partie. En attendant la ratification, le statut provisoire créé par la signature confère aux signataires qualité pour formuler au titre conservatoire des objections ayant elles-mêmes un caractère provisoire. Celles-ci tomberaient si la signature n'était pas suivie de ratification ou elles deviendraient définitives avec la ratification.

the Convention, and that by virtue of this right they may object to reservations in the same way as any State which is a party to the Convention with full legal effect, i.e. the exclusion from the Convention of the reserving State. By denying them this right, it is said, they would be obliged either to renounce entirely their right of participating in the Convention, or to become a party to what is, in fact, a different convention. The dilemma does not correspond to reality, as the States concerned have always a right to be parties to the Convention in their relations with other contracting States.

From the date when the Genocide Convention was opened for signature, any Member of the United Nations and any non-member State to which an invitation to sign had been addressed by the General Assembly, had the *right to be a party* to the Convention. Two courses of action were possible to this end: either signature, from December 9th, 1948, until December 31st, 1949, followed by ratification, or accession as from January 1st, 1950 (Article XI of the Convention). The Court would point out that the right to become a party to the Convention does not express any very clear notion. It is inconceivable that a State, even if it has participated in the preparation of the Convention, could, before taking one or the other of the two courses of action provided for becoming a party to the Convention, exclude another State. Possessing no rights which derive from the Convention, that State cannot claim such a right from its status as a Member of the United Nations or from the invitation to sign which has been addressed to it by the General Assembly.

The case of a signatory State is different. Without going into the question of the legal effect of signing an international convention, which necessarily varies in individual cases, the Court considers that signature constitutes a first step to participation in the Convention.

It is evident that without ratification, signature does not make the signatory State a party to the Convention; nevertheless, it establishes a provisional status in favour of that State. This status may decrease in value and importance after the Convention enters into force. But, both before and after the entry into force, this status would justify more favourable treatment being meted out to signatory States in respect of objections than to States which have neither signed nor acceded.

As distinct from the latter States, signatory States have taken certain of the steps necessary for the exercise of the right of being a party. Pending ratification, the provisional status created by signature confers upon the signatory a right to formulate as a precautionary measure objections which have themselves a provisional character. These would disappear if the signature were not followed by ratification, or they would become effective on ratification.

Jusqu'à cette ratification, l'objection faite par un État signataire ne saurait donc produire un effet juridique immédiat en ce qui concerne l'État qui a fait la réserve. Elle aurait simplement pour conséquence de fixer et de proclamer l'attitude éventuelle de l'État signataire lorsqu'il serait devenu partie à la Convention.

L'intérêt juridique que poursuit l'État signataire en faisant objection à la réserve serait ainsi amplement sauvegardé. L'État qui a fait la réserve aurait été averti que, dès que les exigences d'ordre constitutionnel ou autre qui ont pu motiver le retard de la ratification auraient été satisfaites, il serait en présence d'une objection valable qui doit sortir son plein effet juridique, et il aurait en conséquence à examiner, dès l'énoncé de l'objection, le maintain ou le retrait de la réserve. Dans ces conditions, il importe peu que la ratification intervienne dans un délai plus ou moins long. La situation qui en résulterait serait toujours celle d'une ratification accompagnée d'une objection à la réserve. Si la ratification n'intervenait pas, l'avertissement aurait simplement été vain.

Par ces motifs,

LA COUR EST D'AVIS,

En ce qui concerne le Convention pour la prévention et la répression du crime de génocide, dans l'hypothèse du dépôt par un État d'un instrument de ratification ou d'adhésion contenant une réserve formulée soit au moment de la ratification ou de l'adhésion, soit au moment de la signature suivie de ratification,

Sur la question I :

par sept voix contre cinq,

que l'État qui a formulé et maintenu une réserve à laquelle une ou plusieurs parties à la Convention font objection, les autres parties n'en faisant pas, peut être considéré comme partie à la Convention si ladite réserve est compatible avec l'objet et le but de celle-ci ; il ne peut l'être dans le cas contraire.

Sur la question II :

par sept voix contre cinq,

a) que si une partie à la Convention fait objection à une réserve qu'elle estime n'être pas compatible avec l'objet et le but de la Convention, elle peut, en fait, considérer l'État qui a formulé cette réserve comme n'étant pas partie à la Convention ;

b) que si, au contraire, une partie accepte la réserve comme étant compatible avec l'objet et le but de la Convention, elle peut, en

Until this ratification is made, the objection of a signatory State can therefore not have an immediate legal effect in regard to the reserving State. It would merely express and proclaim the eventual attitude of the signatory State when it becomes a party to the Convention.

The legal interest of a signatory State in objecting to a reservation would thus be amply safeguarded. The reserving State would be given notice that as soon as the constitutional or other processes, which cause the lapse of time before ratification, have been completed, it would be confronted with a valid objection which carries full legal effect and consequently, it would have to decide, when the objection is stated, whether it wishes to maintain or withdraw its reservation. In the circumstances, it is of little importance whether the ratification occurs within a more or less long time-limit. The resulting situation will always be that of a ratification accompanied by an objection to the reservation. In the event of no ratification occurring, the notice would merely have been in vain.

For these reasons,

THE COURT IS OF OPINION,

In so far as concerns the Convention on the Prevention and Punishment of the Crime of Genocide, in the event of a State ratifying or acceding to the Convention subject to a reservation made either on ratification or on accession, or on signature followed by ratification,

On Question I :

by seven votes to five,

that a State which has made and maintained a reservation which has been objected to by one or more of the parties to the Convention but not by others, can be regarded as being a party to the Convention if the reservation is compatible with the object and purpose of the Convention ; otherwise, that State cannot be regarded as being a party to the Convention.

On Question II :

by seven votes to five,

(a) that if a party to the Convention objects to a reservation which it considers to be incompatible with the object and purpose of the Convention, it can in fact consider that the reserving State is not a party to the Convention ;

(b) that if, on the other hand, a party accepts the reservation as being compatible with the object and purpose of the Convention,

fait, considérer l'État qui a formulé cette réserve comme étant partie à la Convention ;

Sur la question III :

par sept voix contre cinq,

a) qu'une objection à une réserve faite par un État signataire qui n'a pas encore ratifié la Convention ne peut avoir l'effet juridique indiqué dans la réponse à la question I que lors de la ratification. Jusqu'à ce moment, elle sert seulement à avertir les autres États de l'attitude éventuelle de l'État signataire ;

b) qu'une objection à une réserve faite par un État qui a le droit de signer ou d'adhérer mais qui ne l'a pas encore fait ne produit aucun effet juridique.

Fait en français et en anglais, le texte français faisant foi, au Palais de la Paix, à La Haye, le vingt-huit mai mil neuf cent cinquante et un, en deux exemplaires, dont l'un restera déposé aux archives de la Cour et dont l'autre sera transmis au Secrétaire général des Nations Unies.

Le Président de la Cour,

(Signé) BASDEVANT.

Le Greffier de la Cour,

(Signé) E. HAMBRO.

M. GUERRERO, Vice-Président, Sir Arnold MCNAIR, M. READ et M. HSU MO, juges, tout en admettant que la Cour est compétente en l'espèce, déclarent ne pas pouvoir se rallier à l'avis de la Cour et, se prévalant du droit que leur confèrent les articles 57 et 68 du Statut, joignent audit avis l'exposé commun de leur opinion dissidente.

M. ALVAREZ, juge, déclarant ne pas pouvoir se rallier à l'avis de la Cour et se prévalant du droit que lui confèrent les articles 57 et 68 du Statut, joint audit avis l'exposé de son opinion dissidente.

(Paraphé) J. B.

(Paraphé) E. H.

it can in fact consider that the reserving State is a party to the Convention ;

On Question III:

by seven votes to five,

(a) that an objection to a reservation made by a signatory State which has not yet ratified the Convention can have the legal effect indicated in the reply to Question I only upon ratification. Until that moment it merely serves as a notice to the other State of the eventual attitude of the signatory State ;

(b) that an objection to a reservation made by a State which is entitled to sign or accede but which has not yet done so, is without legal effect.

Done in French and English, the French text being authoritative, at the Peace Palace, The Hague, this twenty-eight day of May, one thousand nine hundred and fifty-one, in two copies, one of which will be placed in the archives of the Court and the other transmitted to the Secretary-General of the United Nations.

(Signed) BASDEVANT,
President.

(Signed) E. HAMBRO,
Registrar.

Vice-President GUERRERO, Judges Sir Arnold MCNAIR, READ and HSU MO, while agreeing that the Court has competence to give an Opinion, declare that they are unable to concur in the Opinion of the Court and have availed themselves of the right conferred on them by Articles 57 and 68 of the Statute and appended to the Opinion the common statement of their dissenting opinion.

Judge ALVAREZ, declaring that he is unable to concur in the Opinion of the Court, has availed himself of the right conferred on him by Articles 57 and 68 of the Statute and has appended to the Opinion the statement of his dissenting opinion.

(Initialled) J. B.

(Initialled) E. H.

ANNEXE

LISTE DES DOCUMENTS SOUMIS A LA COUR

I. — PIÈCES DÉPOSÉES AU COURS DE LA PROCÉDURE ÉCRITE

A. — DOCUMENTS PRÉSENTÉS PAR LE SECRÉTAIRE GÉNÉRAL DES NATIONS UNIES

a) Documents joints à la requête (article 65, par. 2, du Statut)

I) COMPTES RENDUS DE L'ASSEMBLÉE GÉNÉRALE, 5me SESSION

α — *Inscription de la question à l'ordre du jour (Compte rendu des débats)*

1. Comptes rendus du Bureau : 69me séance.
   Idem, 70me séance.
2. Compte rendu de l'Assemblée générale : 285me séance plénière.

β — *Inscription à l'ordre du jour (documents)*

3. Adoption de l'ordre du jour de la 5me Session et répartition entre les Commissions des différents points de l'ordre du jour : Rapport du Bureau (extrait).
4. Attribution des points de l'ordre du jour de la 5me Session : Lettre du 26 septembre 1950 du Président de l'Assemblée au Président de la 6me Commission (extrait).

II) EXAMEN DE LA QUESTION A LA 6me COMMISSION ET A L'ASSEMBLÉE (COMPTES RENDUS DES DÉBATS)

6me Commission :

5. 217me séance.
6. 218me séance.
7. 219me séance.
8. 220me séance.
9. 221me séance.
10. 222me séance.
11. 223me séance.
12. 224me séance.
13. 225me séance.
14. Rectificatif au compte rendu analytique des 217me, 221me, 222me et 225me séances.

Assemblée générale :

15. 305me séance plénière.

ANNEX

LIST OF DOCUMENTS SUBMITTED TO THE COURT

I.—DOCUMENTS SUBMITTED DURING THE WRITTEN PROCEEDINGS

A.—DOCUMENTS SUBMITTED BY THE SECRETARY-GENERAL OF THE UNITED NATIONS

(a) Documents transmitted with the Request (Article 65, para. 2, of the Statute)

(I) RECORDS OF THE GENERAL ASSEMBLY, 5TH SESSION

α—*Inclusion of the Item in the Agenda* (Records of the proceedings)

1. Records of the General Committee : 69th meeting.
   Idem, 70th meeting.
2. Records of the General Assembly : 285th plenary meeting.

β—*Inclusion of the Item in the Agenda* (*documents*)

3. Adoption of the Agenda of the 5th Session and allocation of items to Committees : Report of the General Committee (extract).
4. Allocation of items on the Agenda of the 5th Session : Letter dated September 26th, 1950, from the President of the General Assembly to the Chairman of the 6th Committee (extract).

(II) DISCUSSION IN THE 6TH COMMITTEE AND THE GENERAL ASSEMBLY (RECORDS OF THE PROCEEDINGS)

6th Committee :

5. 217th meeting.
6. 218th meeting.
7. 219th meeting.
8. 220th meeting.
9. 221st meeting.
10. 222nd meeting.
11. 223rd meeting.
12. 224th meeting.
13. 225th meeting.
14. Corrections to the summary records of the 221st, 222nd and 225th meetings.

General Assembly :

15. 305th plenary meeting.

III) EXAMEN DE LA QUESTION A LA 6me COMMISSION ET A L'ASSEMBLÉE (DOCUMENTS)

16. Rapport du Secrétaire général à l'Assemblée (première phase).
17. États-Unis d'Amérique : projet de résolution.
18. États-Unis d'Amérique : projet de résolution revisé.
19. Royaume-Uni : amendements au projet de résolution des États-Unis.
20. Uruguay : amendements au projet de résolution des États-Unis.
21. Mémorandum présenté par l'Uruguay.
22. France : amendements au projet de résolution des États-Unis.
23. Iran : amendements au projet de résolution des États-Unis.
24. Chili : amendement au projet de résolution amendé par l'Uruguay.
25. Suède : amendements aux amendements du Royaume-Uni au projet de résolution des États-Unis.
26. Note du Secrétaire général.
27. Note du Secrétaire général (additif).
28. Égypte, France, Grèce, Iran, Royaume-Uni : projet de résolution commun.
29. Belgique, Danemark, Norvège, Pays-Bas et Suède : amendements au projet de résolution présenté en commun par l'Égypte, la France, la Grèce, l'Iran et le Royaume-Uni.
30. Belgique, Chili, Danemark, Égypte, États-Unis, France, Grèce, Iran, Norvège, Pays-Bas, Royaume-Uni, Suède, Uruguay : projet de résolution remplaçant les documents ci-dessus.
31. Union des Républiques soviétiques socialistes : amendements au projet de résolution, présenté en commun, de la Belgique, du Chili, du Danemark, de l'Égypte, des États-Unis, de la France, de la Grèce, de l'Iran, de la Norvège, des Pays-Bas, du Royaume-Uni, de la Suède et de l'Uruguay.
32. Rapport de la 6me Commission à l'Assemblée (phase finale).
33. Belgique, Chili, Danemark, Égypte, États-Unis, France, Grèce, Iran, Norvège, Pays-Bas, Royaume-Uni, Suède, Uruguay : amendements au projet de résolution présenté par la 6me Commission.
34. Résolution adoptée par l'Assemblée à sa 305me séance du 16 novembre 1950.

(III) DISCUSSION IN THE 6TH COMMITTEE AND THE GENERAL ASSEMBLY (DOCUMENTS)

16. Report of the Secretary-General to the Assembly (first phase).
17. United States of America : draft resolution.
18. United States of America : revised draft resolution.
19. United Kingdom : amendments to the draft resolution submitted by the United States of America.
20. Uruguay : amendments to the draft resolution submitted by the United States of America.
21. Uruguay : memorandum.
22. France : amendments to the draft resolution submitted by the United States of America.
23. Iran : amendments to the draft resolution submitted by the United States of America.
24. Chile : amendment to the draft resolution amended by Uruguay.
25. Sweden : amendment to the United Kingdom amendments to the draft resolution submitted by the United States of America.
26. Note by the Secretary-General.
27. Note by the Secretary-General (addendum).
28. Egypt, France, Greece, Iran, United Kingdom : joint draft resolution.
29. Belgium, Denmark, Netherlands, Norway, Sweden : amendment to the joint draft resolution submitted by Egypt, France, Greece, Iran, United Kingdom.
30. Belgium, Chile, Denmark, Egypt, France, Greece, Iran, Netherlands, Norway, Sweden, United Kingdom, United States of America, Uruguay : joint draft resolution replacing the foregoing documents.
31. Union of Soviet Socialist Republics : amendment to the joint draft resolution of Belgium, Chile, Denmark, Egypt, France, Greece, Iran, Netherlands, Norway, Sweden, United Kingdom, United States of America and Uruguay.
32. Report of the Sixth Committee to the General Assembly (final phase).
33. Belgium, Chile, Denmark, Egypt, France, Greece, Iran, Netherlands, Norway, Sweden, United Kingdom, United States of America, Uruguay : amendment to the draft resolution submitted by the Sixth Committee.
34. Resolution adopted by the General Assembly at its 305th plenary meeting on 16 November, 1950.

b) Documents annexés à l'exposé écrit

	N° du document annexé anglais	N° du document annexé français
PREMIÈRE PARTIE. — NOTIFICATION PAR LE SECRÉTAIRE GÉNÉRAL DU DÉPÔT DE VINGT INSTRUMENTS DE RATIFICATION OU D'ADHÉSION :		
I. Notification (19 octobre 1950)	1	4
II. Procès-verbal (14 octobre 1950)	2	2
III. Corrigendum à la notification (1er novembre 1950)	3	5
DEUXIÈME PARTIE. — NOTIFICATIONS DE RÉSERVES PAR LE SECRÉTAIRE GÉNÉRAL :		
I. Notifications de réserves présentées à la signature de l'Union des Républiques socialistes soviétiques :		
A. Notification aux États qui n'avaient pas encore ratifié ou adhéré :		
1. Notification (30 décembre 1949)	6	9
2. Procès-verbal de signature (16 décembre 1949)	7	11
3. Corrigendum à la notification (13 janvier 1950)	8	10
B. Notification aux États ayant déjà ratifié :		
1. Notification (30 décembre 1949)	12	
2. Procès-verbal de signature (16 décembre 1949)	7	
C. Lettre du Secrétaire général adjoint à l'Union des Républiques socialistes soviétiques (13 janvier 1950)	13	
II. Notifications de réserves présentées à la signature par la Biélorussie :		
A. Notification aux États n'ayant pas encore ratifié ou adhéré :		
1. Notification (30 décembre 1949)	14	16
2. Procès-verbal de signature (16 décembre 1949)	15	17
B. Notification aux États ayant déjà ratifié :		
1. Notification (30 décembre 1949)	18	
2. Procès-verbal de signature (16 décembre 1949)	15	

(b) Documents annexed to the written statement

	Annexed document number English	French
PART ONE.—NOTIFICATION BY THE SECRETARY-GENERAL OF THE DEPOSIT OF TWENTY INSTRUMENTS OF RATIFICATION OR ACCESSION :		
I. Notification (19 October, 1950)	1	4
II. *Procès-verbal* (14 October, 1950)	2	2
III. Corrigendum to notification (1 November, 1950)	3	5
PART TWO.—NOTIFICATIONS BY THE SECRETARY-GENERAL OF RESERVATIONS :		
I. Notifications of reservations made at signature by the Union of Soviet Socialist Republics :		
A. Notification to States which had not yet ratified or acceded :		
1. Notification (30 December, 1949)	6	9
2. *Procès-verbal* of signature (16 December, 1949)	7	11
3. Corrigendum to notification (13 January, 1950)	8	10
B. Notification to States which had already ratified :		
1. Notification (30 December, 1949)	12	
2. *Procès-verbal* of signature (16 December, 1949)	7	
C. Letter of the Assistant Secretary-General to the Union of Soviet Socialist Republics (13 January, 1950)	13	
II. Notifications of reservations made at signature by the Byelorussian Soviet Socialist Republic :		
A. Notification to States which had not yet ratified or acceded :		
1. Notification (30 December, 1949)	14	16
2. *Procès-verbal* of signature (16 December, 1949)	15	17
B. Notification to States which had already ratified :		
1. Notification (30 December, 1949)	18	
2. *Procès-verbal* of signature (16 December, 1949)	15	

	N° du document annexé anglais	N° du document annexé français
C. Lettre du Secrétaire général adjoint à la Biélorussie (13 janvier 1950)	19	
III. Notification de réserves présentées à la signature par l'Ukraine :		
A. Notification aux États qui n'avaient pas encore ratifié ou adhéré :		
1. Notification (29 décembre 1949)	20	22
2. Procès-verbal de signature (16 décembre 1949)	21	23
3. Corrigendum à la notification (13 janvier 1950)	8	10
B. Notification aux États ayant déjà ratifié :		
1. Notification (30 décembre 1949)	24	
2. Procès-verbal de signature (16 décembre 1949)	21	23
C. Lettre du Secrétaire général adjoint à l'Ukraine (13 janvier 1950)	25	
IV. Notifications de réserves présentées à la signature par la Tchécoslovaquie :		
A. Notification aux États n'ayant pas encore ratifié ou adhéré :		
1. Notification (29 décembre 1949)	26	28
2. Procès-verbal de signature (28 décembre 1949)	27	29
B. Notification aux États ayant déjà ratifié ou accédé :		
1. Notification (30 décembre 1949)	30	
2. Procès-verbal de signature (28 décembre 1949)	27	29
C. Lettre du Secrétaire général adjoint à la Tchécoslovaquie (13 janvier 1950)	31	
V. Notification de réserves dans l'instrument de ratification des Philippines :		
A. Notification aux États n'ayant pas encore ratifié ou adhéré :		
1. Notification (21 juillet 1950)	32	34
2. Instrument de ratification	33	35
B. Notification aux États ayant déjà ratifié ou adhéré :		
1. Notification (31 juillet 1950)	36	37
2. Instrument de ratification	33	35

	Annexed document number English	Annexed document number French
C. Letter of the Assistant Secretary-General to the Byelorussian Soviet Socialist Republic (13 January, 1950)	19	
III. Notification of reservations made at signature by the Ukrainian Soviet Socialist Republic :		
A. Notification to States which had not yet ratified or acceded :		
1. Notification (29 December, 1949)	20	22
2. *Procès-verbal* of signature (16 December, 1949)	21	23
3. Corrigendum to notification (13 January, 1950)	8	10
B. Notification to States which had already ratified :		
1. Notification (30 December, 1949)	24	
2. *Procès-verbal* of signature (16 December, 1949)	21	23
C. Letter of the Assistant Secretary-General to the Ukrainian Soviet Socialist Republic (13 January, 1950)	25	
IV. Notifications of reservations made at signature by Czechoslovakia :		
A. Notification to States which had not yet ratified or acceded :		
1. Notification (29 December, 1949)	26	28
2. *Procès-verbal* of signature (28 December, 1949)	27	29
B. Notification to States which had already ratified or acceded :		
1. Notification (30 December, 1949)	30	
2. *Procès-verbal* of signature (28 December, 1949)	27	29
C. Letter of the Assistant Secretary-General to Czechoslovakia (13 January, 1950)	31	
V. Notifications of reservations in the instrument of ratification of the Philippines :		
A. Notification to States which had not yet ratified or acceded :		
1. Notification (21 July, 1950)	32	34
2. Instrument of ratification	33	35
B. Notification to States which had already ratified or acceded :		
1. Notification (31 July, 1950)	36	37
2. Instrument of ratification	33	35

	N° du document annexé anglais	N° du document annexé français
C. Lettre du Conseiller général et Directeur principal aux Philippines (31 juillet 1950)	38	
VI. Notifications de réserves dans l'instrument d'adhésion de la Bulgarie :		
A. Notification aux États n'ayant pas encore ratifié ou adhéré :		
1. Notification (3 août 1950)	39	41
2. Instrument d'adhésion	40	42
B. Notification aux États ayant déjà ratifié ou adhéré :		
1. Notification (3 août 1950)	43	44
2. Instrument d'adhésion	40	42
C. Lettre du Conseiller général et Directeur principal à la Bulgarie (3 août 1950)		45
VII. Notifications de réserves dans l'instrument d'adhésion de la Roumanie :		
A. Notification aux États n'ayant pas encore ratifié ou adhéré :		
1. Notification (21 novembre 1950)	46	48
2. Réserves de la Roumanie	47	49
B. Notification aux États ayant déjà ratifié ou adhéré :		
1. Notification (21 novembre 1950)	50	51
2. Réserves de la Roumanie	47	49
VIII. Notifications de réserves dans l'instrument d'adhésion de la Pologne :		
A. Notification aux États n'ayant pas encore ratifié ou adhéré :		
1. Notification (29 novembre 1950)	52	54
2. Instrument d'adhésion	53	55
B. Notification aux États ayant déjà ratifié ou adhéré :		
1. Notification (18 décembre 1950)	56	57
2. Instrument d'adhésion	53	55
C. Lettre du Secrétaire général adjoint à la Pologne (7 décembre 1950)	57 a	
IX. Notifications de réception de l'instrument de ratification de la Tchécoslovaquie maintenant ses réserves :		

	Annexed document number English	French
C. Letter of the General Counsel and Principal Director to the Philippines (31 July, 1950)	38	
VI. Notifications of reservations in the instrument of accession of Bulgaria :		
A. Notification to States which had not yet ratified or acceded :		
1. Notification (3 August, 1950)	39	41
2. Instrument of accession	40	42
B. Notification to States which had already ratified or acceded :		
1. Notification (3 August, 1950)	43	44
2. Instrument of accession	40	42
C. Letter of the General Counsel and Principal Director to Bulgaria (3 August, 1950)		45
VII. Notifications of reservations in the instrument of accession of Romania :		
A. Notification to States which had not yet ratified or acceded .		
1. Notification (21 November, 1950)	46	48
2. Reservations of Romania	47	49
B. Notification to States which had already ratified or acceded :		
1. Notification (21 November, 1950)	50	51
2. Reservations of Romania	47	49
VIII. Notifications of reservations in the instrument of accession of Poland :		
A. Notification to States which had not yet ratified or acceded :		
1. Notification (29 November, 1950)	52	54
2. Instrument of accession	53	55
B. Notification to States which had already ratified or acceded :		
1. Notification (18 December, 1950)	56	57
2. Instrument of accession	53	55
C. Letter of the Assistant Secretary-General to Poland (7 December, 1950)	57*a*	
IX. Notifications of receipt of instrument of ratification of Czechoslovakia maintaining reservations :		

	N° du document annexé anglais	français
A. Notification à tous les États intéressés (5 janvier 1951)	58	59
B. Lettre du Secrétaire général adjoint à la Tchécoslovaquie (12 janvier 1951)	60	
TROISIÈME PARTIE. — INVITATIONS AUX ÉTATS NON MEMBRES DE DEVENIR PARTIES, CONTENANT NOTIFICATIONS DE RÉSERVES :		
I. Lettre à l'Indonésie :		
A. Lettre (27 mars 1950)	61	
B. Annexes à la lettre :		
1. Procès-verbal de signature de l'U. R. S. S. (16 décembre 1949)	7	
2. Procès-verbal de signature de la Biélorussie (16 décembre 1949)	13	
3. Procès-verbal de signature de l'Ukraine (16 décembre 1949)	18	
4. Procès-verbal de signature de la Tchécoslovaquie (28 décembre 1949)	23	
II. Lettre au Liechtenstein :		
A. Lettre (10 avril 1950)		62
B. Annexes à la lettre (identiques aux annexes à la lettre à l'Indonésie)		
III. Lettre au Viet-Nam, au Cambodge et au Laos :		
A. Lettre (31 mai 1950)		63
B. Annexes à la lettre (identiques aux annexes à la lettre au Liechtenstein)		
IV. Lettre à la République fédérale d'Allemagne:		
A. Lettre (20 décembre 1950)	64	
B. Annexes à la lettre (Identiques aux annexes à la lettre à l'Indonésie) Annexes supplémentaires :		
1. Instrument de ratification des Philippines	33	
2. Instrument d'adhésion de la Bulgarie	40	
3. Réserves de la Roumanie	47	
4. Instrument d'adhésion de la Pologne	53	

	Annexed document number English	French
A. Notification to all States concerned (5 January, 1951)	58	59
B. Letter of the Assistant Secretary-General to Czechoslovakia (12 January, 1951)	60	
PART THREE.—INVITATIONS TO NON-MEMBER STATES TO BECOME PARTIES, CONTAINING NOTIFICATIONS OF RESERVATIONS :		
I. Letter to Indonesia :		
A. Letter (27 March, 1950)	61	
B. Annexes to letter :		
1. *Procès-verbal* of signature of the U.S.S.R. (16 December, 1949)	7	
2. *Procès-verbal* of signature of the Byelorussian S.S.R. (16 December, 1949)	13	
3. *Procès-verbal* of signature of the Ukrainian S.S.R. (16 December, 1949)	18	
4. *Procès-verbal* of signature of Czechoslovakia (28 December, 1949)	23	
II. Letter to Liechtenstein :		
A. Letter (10 April, 1950)		62
B. Annexes to letter (Identical with annexes to letter to Indonesia)		
III. Letter to Viet Nam, Cambodia and Laos :		
A. Letter (31 May, 1950)		63
B. Annexes to letter (Identical with annexes to letter to Liechtenstein)		
IV. Letter to the Federal Republic of Germany :		
A. Letter (20 December, 1950)	64	
B. Annexes to letter (Identical with annexes to letter to Indonesia with the addition of the following :)		
1. Instrument of ratification of the Philippines	33	
2. Instrument of accession of Bulgaria	40	
3. Reservations of Romania	47	
4. Instrument of accession of Poland	53	

	N° du document annexé anglais	N° du document annexé français
QUATRIÈME PARTIE. — CORRESPONDANCE RELATIVE AU DÉSACCORD EXPRIMÉ PAR LES GOUVERNEMENTS OU AUX OBJECTIONS AUX RÉSERVES PRÉCITÉES :		
I. Correspondance relative à la position de l'Équateur :		
A. Note circulaire (5 mai 1950)	65	69
B. Annexes à la circulaire :		
1. Note de l'Équateur (10 février 1950)	66	70
2. Lettre du Secrétaire général adjoint à l'Équateur (21 mars 1950)	67	71
3. Note de l'Équateur (31 mars 1950)	68	72
C. Note de l'Équateur (16 août 1950)	73	
II. Correspondance relative à la position de l'Union des Républiques socialistes soviétiques :		
A. Lettre de l'Union des Républiques socialistes soviétiques (2 mars 1950)	74	
B. Lettre du Secrétaire général (23 mars 1950)	75	
C. Lettre de l'Union des Républiques socialistes soviétiques (10 octobre 1950)	76	
III. Correspondance relative à la position du Guatemala :		
A. Note circulaire (2 août 1950)	77	81
B. Annexes à la circulaire :		
1. Lettre du Secrétaire général adjoint au Guatemala (19 janvier 1950)	78	82
2. Note du Guatemala (16 juin 1950)	79	83
3. Lettre du Conseiller général et Directeur principal au Guatemala (14 juillet 1950)	80	84
C. Note circulaire (7 septembre 1950)	85	87
D. Annexe à la circulaire : Note du Guatemala (31 juillet 1950)	86	88
E. Note circulaire (18 octobre 1950)	89	91
F. Annexe à la circulaire : Note du Guatemala (26 septembre 1950)	90	92

	Annexed document number English	French
PART FOUR.—CORRESPONDENCE CONCERNING EXPRESSION BY GOVERNMENTS OF DISAGREEMENT WITH, OR OBJECTION TO, THE FOREGOING RESERVATIONS :		
I. Correspondence concerning the position of Ecuador :		
A. Circular note (5 May, 1950)	65	69
B. Annexes to circular note :		
1. Note of Ecuador (10 February, 1950)	66	70
2. Letter of the Assistant Secretary-General to Ecuador (21 March, 1950)	67	71
3. Note of Ecuador (31 March, 1950)	68	72
C. Note of Ecuador (16 August, 1950)	73	
II. Correspondence concerning the position of the Union of Soviet Socialist Republics :		
A. Letter of the Union of Soviet Socialist Republics (2 March, 1950)	74	
B. Letter of the Secretary-General (23 March, 1950)	75	
C. Letter of the Union of Soviet Socialist Republics (10 October, 1950)	76	
III. Correspondence concerning the position of Guatemala :		
A. Circular note (2 August, 1950)	77	81
B. Annexes to circular note :		
1. Letter of the Assistant Secretary-General to Guatemala (19 January, 1950)	78	82
2. Note of Guatemala (16 June, 1950)	79	83
3. Letter of the General Counsel and Principal Director to Guatemala (14 July, 1950)	80	84
C. Circular note (7 September, 1950)	85	87
D. Annex to circular note : Note of Guatemala (31 July, 1950)	86	88
E. Circular note (18 October, 1950)	89	91
F. Annex to circular note : Note of Guatemala (26 September, 1950)	90	92

	N° du document annexé anglais	N° du document annexé français
IV. Lettres du Royaume-Uni :		
A. Lettre du Royaume-Uni (31 juillet 1950)	93	
B. Lettre du Royaume-Uni (30 septembre 1950)	94	
C. Lettre du Royaume-Uni (6 décembre 1950)	95	
V. Correspondance relative à la position de l'Australie :		
A. Note circulaire (4 octobre 1950)	96	98
B. Annexe à la circulaire : Lettre de l'Australie (26 septembre 1950)	97	99
C. Note circulaire (11 décembre 1950)	100	102
D. Annexe à la circulaire : Lettre de l'Australie (15 novembre 1950)	101	103
E. Lettre des Philippines (15 décembre 1950)	104	
CINQUIÈME PARTIE. — ACCUSÉS DE RÉCEPTION AUX GOUVERNEMENTS AYANT RATIFIÉ OU ADHÉRÉ SANS COMMENTAIRE SUR LES RÉSERVES :		
I. Lettre au Panama (13 janvier 1950)	105	
II. Lettre au Guatemala (19 janvier 1950)	78	82
III. Lettre à Israël (15 mars 1950)	106	
IV. Lettre à Monaco (10 avril 1950)		107
V. Lettre au Royaume hachimite de Jordanie (4 mai 1950)	108	
VI. Lettre au Libéria (19 juin 1950)	109	
VII. Lettre à l'Arabie saoudite (21 juillet 1950)	110	
VIII. Lettre à la Turquie (7 août 1950)	111	
IX. Lettre au Viet-Nam (30 août 1950)		112
X. Lettre à la Yougoslavie (7 septembre 1950)	113	
XI. Lettre au Salvador (6 octobre 1950)	114	
XII. Lettre à Ceylan (15 novembre 1950)	115	
XIII. Lettre au Cambodge (15 novembre 1950)		116

	Annexed document number English	French
IV. Letters from the United Kingdom :		
A. Letter of the United Kingdom (31 July, 1950)	93	
B. Letter of the United Kingdom (30 September, 1950)	94	
C. Letter of the United Kingdom (6 December, 1950)	95	
V. Correspondence concerning the position of Australia :		
A. Circular note (4 October, 1950)	96	98
B. Annex to circular note : Letter of Australia (26 September, 1950)	97	99
C. Circular note (11 December, 1950)	100	102
D. Annex to circular note : Letter of Australia (15 November, 1950)	101	103
E. Letter of the Philippines (15 December, 1950)	104	
PART FIVE.—ACKNOWLEDGEMENTS OF GOVERNMENTS RATIFYING OR ACCEDING, AFTER NOTICE OF RESERVATIONS, WITHOUT COMMENT THEREON :		
I. Letter to Panama (13 January, 1950)	105	
II. Letter to Guatemala (19 January, 1950)	78	82
III. Letter to Israel (15 March, 1950)	106	
IV. Letter to Monaco (10 April, 1950)		107
V. Letter to Hashemite Jordan (4 May, 1950)	108	
VI. Letter to Liberia (19 June, 1950)	109	
VII. Letter to Saudi Arabia (21 July, 1950)	110	
VIII. Letter to Turkey (7 August, 1950)	111	
IX. Letter to Viet Nam (30 August, 1950)		112
X. Letter to Yugoslavia (7 September, 1950)	113	
XI. Letter to El Salvador (6 October, 1950)	114	
XII. Letter to Ceylon (15 November, 1950)	115	
XIII. Letter to Cambodia (15 November, 1950)		116

	N° du document annexé anglais	français
XIV. Lettre à Costa-Rica (15 novembre 1950)	117	
XV. Lettre à la France (15 novembre 1950)		118
XVI. Lettre à Haïti (15 novembre 1950)		119
XVII. Lettre à la Corée (15 novembre 1950)	120	
XVIII. Lettre au Laos (12 janvier 1951)		121
SIXIÈME PARTIE. — RÉPONSES DES GOUVERNEMENTS AUX PRÉCÉDENTES		
I. Correspondance relative à la position du Salvador :		
A. Note circulaire (25 november 1950)	122	124
B. Annexe à la circulaire : Note du Salvador (27 octobre 1950)	123	125
II. Correspondance relative à la position du Viet-Nam :		
A. Note circulaire (6 décembre 1950)	126	128
B. Annexe à la circulaire : Lettre du Viet-Nam (3 novembre 1950)	127	129
C. Lettre du Viet-Nam (22 décembre 1950)		130
D. Lettre du Secrétaire général adjoint (12 janvier 1950)		131
III. Correspondance relative à la position de la France :		
A. Lettre de la France (6 décembre 1950)		132
B. Lettre du Secrétaire général adjoint (12 janvier 1951)		133
IV. Correspondance relative à la position du Cambodge :		
A. Lettre du Cambodge (6 décembre 1950)		134
B. Lettre du Secrétaire général adjoint (12 janvier 1951)		135
Projet de convention sur le crime de génocide		136
Communications reçues par le Secrétaire général		137

	Annexed document number English	French
XIV. Letter to Costa Rica (15 November, 1950)	117	
XV. Letter to France (15 November, 1950)		118
XVI. Letter to Haiti (15 November, 1950)		119
XVII. Letter to Korea (15 November, 1950)	120	
XVIII. Letter to Laos (12 January, 1951)		121
PART SIX.—REPLIES OF GOVERNMENTS TO THE FOREGOING :		
I. Correspondence concerning the position of El Salvador :		
A. Circular note (25 November, 1950)	122	124
B. Annex to circular note : Note of El Salvador (27 October, 1950)	123	125
II. Correspondence concerning the position of Viet Nam :		
A. Circular note (6 December, 1950)	126	128
B. Annex to circular note : Letter of Viet Nam (3 November, 1950)	127	129
C. Letter of Viet Nam (22 December, 1950)		130
D. Letter of the Assistant Secretary-General (12 January, 1951)		131
III. Correspondence concerning the position of France :		
A. Letter of France (6 December, 1950)		132
B. Letter of the Assistant Secretary-General (12 January, 1951)		133
IV. Correspondence concerning the position of Cambodia :		
A. Letter of Cambodia (6 December, 1950)		134
B. Letter of the Assistant Secretary-General (12 January, 1951)		135
Draft Convention on the Crime of Genocide		136
Communications received by the Secretary-General		137

	N° du document annexé anglais	français
Observations des gouvernements sur le projet de convention préparé par le Secrétaire général et communications d'organisations non gouvernementales		138
Rapport du Comité spécial du Génocide		139
Compte rendu analytique de la 26me séance du Comité spécial du génodice		140
Rapport de la Sixième Commission		141
Comité spécial du génocide : Clauses finales		142
Compte rendu analytique de la 23me séance du Comité spécial du génocide		143
Génocide. Projet de convention et rapport du Conseil économique et social. Amendement		144
Génocide. Projet de convention et rapport du Conseil économique et social. Amendements		145
Compte rendu analytique de la 20me séance du Comité spécial du génocide		146
Compte rendu analytique de la 24me séance du Comité spécial du génocide		147
Génocide. Projet de convention et rapport du Conseil économique et social. Amendements		148
U. R. S. S. : amendements au projet de convention pour la prévention et la répression du crime de génocide présenté par la Sixième Commission		149
R. S. S. d'Ukraine : amendement à la proposition présentée par le Royaume-Uni de compléter le projet de convention sur le génocide par un article nouveau étendant l'application de la convention à tout territoire à l'égard duquel un État contractant exerce les fonctions d'autorité, de direction et d'administration		150
Documents officiels de la troisième Session de l'Assemblée générale, première partie. Séances plénières de l'Assemblée générale. Comptes rendus analytiques des séances. 21 septembre-12 décembre 1948		151
Documents officiels de la troisième Session de l'Assemblée générale, première partie. Questions juridiques. Sixième Commission. Comptes rendus analytiques des séances. 21 septembre-10 décembre 1948		152
Idem. Annexes		153

	Annexed document number English	French
Comments by Governments on the Draft Convention prepared by the Secretariat. Communications from non-governmental Organizations		138
Report of the *Ad Hoc* Committee on Genocide		139
Summary Record of the 26th meeting of the *Ad Hoc* Committee on Genocide		140
Report of the Sixth Committee		141
The *Ad Hoc* Committee on Genocide: Final provisions		142
Ad Hoc Committee on Genocide. Summary Record of the 23rd meeting		143
Genocide. Draft Convention and Report of the Economic and Social Council. Amendment		144
Genocide. Draft Convention and Report of the Economic and Social Council. Amendments		145
Ad Hoc Committee on Genocide. Summary Record of the 20th Meeting		146
Ad Hoc Committee on Genocide. Summary Record of the 24th Meeting		147
Genocide. Draft Convention and Report of the Economic and Social Council. Amendments		148
U.S.S.R.: amendments to the draft convention on the prevention and punishment of genocide proposed by the Sixth Committee		149
Ukrainian S.S.R.: amendment to the United Kingdom proposal for the addition to the Draft Convention on Genocide of a new article extending the application of the Convention to territories in regard to which any State performs the functions of the governing and administering authority		150
Official Records of the Third Session of the General Assembly. Part I. Plenary Meetings of the General Assembly. Summary Records of Meetings. 21 September-12 December, 1948		151
Official Records of the Third Session of the General Assembly. Part I. Legal Questions. Sixth Committee. Summary Records of Meetings. 21 September-10 December, 1948		152
Idem. Annexes		153

B. — DOCUMENTS PRÉSENTÉS PAR L'ORGANISATION INTERNATIONALE DU TRAVAIL

I) Constitution de l'Organisation internationale du Travail.

II) Conventions et recommandations 1919-1949 (volume contenant les conventions et recommandations adoptées par la Conférence internationale du Travail de 1919 à 1949).

III) Correspondance officielle relative à la ratification de certaines conventions internationales du travail.

a) Pologne

1. Lettre du 16 janvier 1920 du ministre du Travail de Pologne au Directeur du B. I. T.
2. Réponse du Directeur du B. I. T. au ministre du Travail de Pologne du 10 juillet 1920.
3. Sommaire de la correspondance ci-dessus communiqué aux Membres de l'Organisation dans le « Bulletin officiel du Bureau international de Travail ».

b) Inde

1. Extrait d'une lettre du secrétaire d'État pour l'Inde au Secrétaire général de la Société des Nations du 12 juillet 1921.
2. Extrait de la réponse du Secrétaire général *per interim* de la Société des Nations au secrétaire d'État pour l'Inde du 22 juillet 1921.
3. Lettre du Directeur du Bureau international du Travail au secrétaire d'État pour l'Inde du 24 septembre 1921.

c) Cuba

1. Lettre du Secrétaire général de la Société des Nations au Directeur du Bureau international du Travail, 11 juillet 1928.
2. Lettre du Directeur du B. I. T. au Secrétaire général de la Société des Nations du 31 juillet 1928.
3. Lettre du Secrétaire général de la Société des Nations au Directeur du B. I. T. du 23 août 1928.
4. Lettre du Directeur du B. I. T. au sous-secrétaire d'État aux Affaires étrangères de Cuba, 3 août 1928.
5. Lettre du Directeur du B. I. T. au secrétaire de l'Agriculture, du Commerce et du Travail de Cuba du 3 août 1928.
6. Lettre du sous-secrétaire d'État aux Affaires étrangères de Cuba au Directeur du B. I. T., 20 février 1930.

d) Pérou

1. Résolution du Gouvernement péruvien du 6 mars 1936.

B.—DOCUMENTS SUBMITTED BY THE INTERNATIONAL LABOUR ORGANIZATION

(I) Constitution of the International Labour Organization.

(II) Conventions and recommendations 1919-1949 (volume containing conventions and recommendations adopted by the International Labour Conference from 1919 to 1949).

(III) Official correspondence concerning the ratification of certain international labour conventions.

(a) Poland

1. Letter of June 16th, 1920, from the Minister of Labour of Poland to the Director of the I.L.O.
2. Reply from the Director of the I.L.O. to the Minister of Labour of Poland, July 10th, 1920.
3. Summary of the above correspondence as communicated to the Members of the Organization in the "Official Bulletin of the International Labour Office".

(b) India

1. Extract from a letter from the Secretary of State for India to the Secretary-General of the League of Nations, July 12th, 1921.
2. Extract from the reply of the Acting Secretary-General of the League of Nations to the Secretary of State for India of July 22nd, 1921.
3. Letter from the Director of the International Labour Office to the Secretary of State for India of September 24th, 1921.

(c) Cuba

1. Letter from the Secretary-General of the League of Nations to the Director of the International Labour Office of July 11th, 1928.
2. Letter from the Director of the I.L.O. to the Secretary-General of the League of Nations of July 31st, 1928.
3. Letter from the Secretary-General of the League of Nations to the Director of the I.L.O., August 23rd, 1928.
4. Letter from the Director of the I.L.O. to the Under-Secretary of State for Foreign Affairs of Cuba, August 3rd, 1928.
5. Letter from the Director of the I.L.O. to the Secretary for Agriculture, Commerce and Labour of Cuba of August 3rd, 1928.
6. Letter from the Under-Secretary of State for Foreign Affairs of Cuba to the Director of the I.L.O., February 20th, 1930.

(d) Peru

1. Decision of the Peruvian Government dated 6th March, 1936.

2. Lettre du Directeur *per interim* du B. I. T. au ministre des Affaires étrangères du Pérou, 15 mai 1936.
3. Réponse du ministre des Affaires étrangères du Pérou du 8 juillet 1936.

IV) *Mémorandum présenté par le Directeur du B. I. T. au Comité d'experts pour la codification progressive du droit international et extrait du rapport soumis par le Comité au Conseil de la Société des Nations, 1927.*

a) Texte du mémorandum présenté par le Directeur du B. I. T. au Comité d'experts pour la codification progressive du droit international.

b) Extrait du rapport du Comité d'experts pour la codification progressive du droit international, soumis au Conseil de la Société des Nations, 15 juin 1927.

c) Extrait de la résolution adoptée par le Conseil de la Société des Nations du 17 juin 1927.

V) *Extrait du rapport présenté au Conseil d'Administration du B. I. T. à sa 60me session (Madrid, octobre 1932), par sa Commission du règlement, et document soumis par le B. I. T. à la Commission.*

a) Extrait du rapport de la Commission du règlement.

b) Document soumis par le B. I. T. à la Commission du règlement.

VI) *Communications du B. I. T. au Secrétaire général des Nations Unies relatives à l'enregistrement des conventions internationales du travail.*

a) Lettre du conseiller juridique du B. I. T. au Secrétaire général des Nations Unies, 10 août 1949.

b) Lettre du conseiller juridique du B. I. T. au Secrétaire général des Nations Unies, 27 juin 1950.

VII) *Exemples de ratification de conventions internationales du travail, comportant des conditions suspensives, des limites géographiques ou d'autres précisions ne constituant pas de réserves.*

a) Ratifications comportant des conditions suspensives :

1. Ratification conditionnelle par le Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord de la Convention concernant la simplification de l'inspection des émigrants à bord des navires, 1926 (Convention n° 21).

b) Ratifications à portée géographique limitée :

1. Ratification formelle par l'Inde des conventions concernant la réparation des maladies professionnelles, 1925 (Convention n° 18), et l'égalité de traitement des travailleurs étrangers et nationaux en matière de réparation des accidents du travail, 1925 (Convention n° 19).
2. Ratification formelle par l'Australie de certaines conventions internationales du travail.

2. Letter from the Acting Director of the I.L.O. to the Minister for Foreign Affairs of Peru, May 15th, 1936.
3. Reply from the Minister for External Relations of Peru, 8th July, 1936.

(IV) *Memorandum submitted by the Director of the I.L.O. to the Committee of Experts for the progressive codification of international law and extract from the report submitted by the Committee to the Council of the League of Nations, 1927.*

(a) Text of the Memorandum submitted by the Director of the I.L.O. to the Committee of Experts for the progressive codification of international law.

(b) Extract from the report by the Committee of Experts for the progressive codification of international law concerning the admissibility of reservations to general conventions, submitted to the Council of the League of Nations, June 15th, 1927.

(c) Extract from the Resolution adopted by the Council of the League of Nations on June 17th, 1927.

(V) *Extract from the report submitted to the Governing Body of the I.L.O., at its 60th session (Madrid, October 1932), by its Standing Orders Committee, and document submitted by the I.L.O. to the Committee.*

(a) Extract from the report of the Standing Orders Committee.

(b) Document submitted by the I.L.O. to the Standing Orders Committee.

(VI) *Communications from the I.L.O. to the Secretary-General of the United Nations concerning the registration of international labour conventions.*

(a) Letter from the Legal Adviser of the I.L.O. to the Secretary-General of the United Nations dated 10th August, 1949.

(b) Letter from the Legal Adviser of the I.L.O. to the Secretary-General of the United Nations dated 27th June, 1950.

(VII) *Examples of ratifications of International Labour Conventions subject to suspensive conditions, geographical limitations and understandings which have not been regarded as constituting reservations.*

(a) Example of ratification subject to suspensive conditions:

1. Conditional ratification by the United Kingdom of Great Britain and Northern Ireland of the Convention concerning the simplification of the inspection of emigrants on board ship, 1926 (Convention No. 21).

(b) Examples of ratifications subject to geographical limitations:

1. Formal ratification by India of the conventions concerning workmen's compensation for occupational diseases, 1925 (Convention No. 18), and equality of treatment for national and foreign workers as regards workmen's compensation for accidents, 1925 (Convention No. 19).
2. Formal ratification by Australia of certain International Labour Conventions.

3. Ratification formelle par le Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord de la Convention concernant la liberté syndicale et la protection du droit syndical, 1948 (Convention n° 87).

c) Exemples de ratifications comprenant d'autres précisions ne constituant pas de réserves :

1. Ratification formelle par le Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord de la Convention concernant le contrat d'engagement des marins, 1926 (Convention n° 22).
2. Ratification formelle par l'Inde de la Convention concernant le contrat d'engagement des marins, 1926 (Convention n° 22).
3. Ratification formelle par l'Australie de la Convention concernant la durée du travail à bord et les effectifs, 1936 (Convention n° 57).
4. Ratification formelle par les États-Unis des Conventions concernant le minimum de capacité professionnelle des capitaines et officiers de la marine marchande, 1936 (Convention n° 53) ; concernant les congés annuels payés des marins, 1936 (Convention n° 54) ; concernant les obligations de l'armateur en cas de maladie, d'accident ou de décès des gens de mer, 1936 (Convention n° 55) ; concernant la durée du travail à bord des navires et les effectifs, 1936 (Convention n° 57) : fixant l'âge minimum d'admission des enfants au travail maritime (revisé en 1936) (Convention n° 58).

II. — PIÈCES DÉPOSÉES AU COURS DE LA PROCÉDURE ORALE

A. — Documents présentés par le Secrétaire général des Nations Unies

1) Rapport sur le droit relatif aux traités, établi par le professeur Brierley pour la Commission du droit international.
2) Compte rendu analytique de la 53me séance de la Commission.
3) Rapport de la Commission de droit international sur les travaux de sa deuxième session (juin-juillet 1950).
4) Lettre du Secrétaire général adjoint chargé du Département juridique du 5 février 1951 relative à la communication de l'Équateur.
5) Lettre du Secrétaire général adjoint chargé du Département juridique du 5 février 1951 sur la communication de l'Équateur.
6) Lettre du ministre des Affaires étrangères de l'Iran au Secrétaire général du 15 janvier 1951.
7) Lettre du Secrétaire général adjoint chargé du Département juridique au ministre des Affaires étrangères de l'Iran.
8) Lettre du Secrétaire général adjoint chargé du département juridique du 28 février 1951, sur les communications de l'Australie.
9) Lettre du représentant permanent *ad interim* de l'Australie aux Nations Unies au Secrétaire général, 19 mars 1951.

3. Formal ratification by the United Kingdom of Great Britain and Northern Ireland of the Convention concerning Freedom of Association and Protection of the Right to organize, 1948 (Convention No. 87).

(c) Examples of ratifications subject to understandings which have not been regarded as constituting reservations:

1. Formal ratification by the United Kingdom of Great Britain and Northern Ireland of the Convention concerning seamen's Articles of Agreement, 1926 (Convention No. 22).

2. Formal ratification by India of the Convention concerning seamen's Articles of Agreement, 1926 (Convention No. 22).

3. Formal ratification by Australia of the Convention concerning hours of work on board ship and manning, 1936 (Convention No. 57).

4. Formal ratification by the United States of America of the Conventions concerning the minimum requirement of professional capacity for masters and officers on board merchant ships, 1936 (Convention No. 53); concerning annual holidays with pay for seamen, 1936 (Convention No. 54); concerning the liability of the shipowner in case of sickness, injury or death of seamen, 1936 (Convention No. 55); concerning hours of work on board ship and manning, 1936 (Convention No. 57); fixing the minimum age for the admission of children to employment at sea (revised 1936) (Convention No. 58).

II.—DOCUMENTS SUBMITTED DURING THE ORAL PROCEEDINGS

A.—DOCUMENTS SUBMITTED BY THE SECRETARY-GENERAL OF THE UNITED NATIONS

(1) Report on the Law of Treaties compiled by Professor Brierley for the International Law Commission.

(2) Analytical Report of the 53rd Meeting of the Commission.

(3) Report of the International Law Commission on the proceedings of the 2nd Session (June-July, 1950).

(4) Letter from the Assistant Secretary-General, Legal Department, of February 5th, 1951, regarding communication from Ecuador.

(5) Letter from the Assistant Secretary-General, Legal Department, of February 5th, 1951, regarding communication from Ecuador.

(6) Letter from the Minister for Foreign Affairs of Iran to the Secretary General of January 15th, 1951.

(7) Letter from the Assistant Secretary-General, Legal Department, to the Minister for Foreign Affairs of Iran.

(8) Letter from the Assistant Secretary-General, Legal Department, of February 28th, 1951, regarding communications by Australia.

(9) Letter from the Acting Permanent Australian Representative to the United Nations to the Secretary-General of March 19th, 1951.

10) Lettre du secrétaire permanent du ministère des Affaires étrangères de Ceylan au Secrétaire général adjoint chargé du Département juridique, 27 janvier 1951.
11) Lettre du Secrétaire général adjoint chargé du Département juridique au ministre des Affaires étrangères de Ceylan, 5 mars 1951.
12) Lettre du Secrétaire général adjoint chargé du Département juridique sur la communication de Ceylan du 7 mars 1951.
13) Lettre de la délégation permanente de Norvège aux Nations Unies au Secrétaire général adjoint chargé du Département juridique du 9 février 1951.
14) Lettre du Secrétaire général adjoint chargé du Département juridique au représentant permanent de la Norvège aux Nations Unies du 16 février 1951.

B. — DOCUMENTS PRÉSENTÉS PAR LE REPRÉSENTANT D'ISRAËL

1) Traduction en anglais de la loi israëlienne sur le crime de génocide (prévention et répression). 5710-1950.
2) « The Genocide Convention, its Origin and Interpretation », par Nehemiah Robinson. 1949. Institut des Affaires juives du Congrès juif mondial.

C. — CORRESPONDANCE ADRESSÉE AU GREFFE PAR L'AMBASSADE D'AUSTRALIE A LA HAYE ET LE CHARGÉ D'AFFAIRES DE LA MISSION DES PHILIPPINES AUX NATIONS UNIES

1) Lettre adressée au Greffier, le 3 avril 1951, par l'ambassade d'Australie à La Haye.
2) Télégramme adressé au Greffier, le 6 avril 1951, par le chargé d'affaires de la mission des Philippines aux Nations Unies.

---

(10) Letter from the Permanent Secretary, Ministry for Foreign Affairs, Ceylon, to the Assistant Secretary-General, Legal Department, of January 27th, 1951.

(11) Letter from the Assistant Secretary-General, Legal Department, to the Minister for External Affairs, Ceylon, of March 5th, 1951.

(12) Letter from the Assistant Secretary-General, Legal Department, on the communication from Ceylon, March 7th, 1951.

(13) Letter from the Norwegian Permanent Delegation to the United Nations to the Assistant Secretary-General, Legal Department, February 9th, 1951.

(14) Letter from the Assistant Secretary-General, Legal Department, to the Permanent Representative of Norway to the United Nations, February 16th, 1951.

B.—DOCUMENTS SUBMITTED BY THE REPRESENTATIVE OF ISRAEL

(1) Translation into English of the Israel Crime of Genocide (prevention and punishhment) law. 5710-1950.

(2) "The Genocide Convention, its Origin and Interpretation", by Nehemiah Robinson. 1949. Institute of Jewish Affairs of the World Jewish Congress.

C.—CORRESPONDENCE ADRESSED TO THE REGISTRY BY THE AUSTRALIAN EMBASSY AT THE HAGUE, AND THE CHARGÉ D'AFFAIRES, PHILIPPINES MISSION TO THE UNITED NATIONS

(1) Letter from the Australian Embassy at The Hague to the Registrar, April 3rd, 1951.

(2) Telegram from the Chargé d'affaires, Philippines Mission to the United Nations, to the Registrar, April 6th, 1951.